



Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique

Cinquante ans de coopération arabo-africaine



**Rapport
Annuel**

**20
24**

Table des matières

• Introduction	05
• Présentation de la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA)	05
• Message du Président du Conseil d'Administration	11
• Mot du Président de la BADEA	13
• Développements et tendances économiques en Afrique subsaharienne en 2024	15
• Cinquante ans de coopération arabo-africaine - Célébrations de la BADEA	19
• Allocations de la BADEA pour le financement du développement (plans quinquennaux)	28
• Chapitre I: Activités et opérations en 2024	34
• Principaux indicateurs des activités de financement (2022 – 2023 – 2024)	34
• Engagements totaux	35
• Domaines prioritaires de la Stratégie 2030	35
• Cofinancement	38
• Partenariat stratégique avec les institutions financières africaines	38
• Mise en lumière des principales opérations approuvées en 2024	42
• Opérations achevées et leur impact sur le développement	47
• Signature et mise en vigueur d'accords de prêt	51
• Signature de mémorandums d'entente	51
• Participation aux activités de développement	52

Ce rapport est interactif : cliquez sur les titres ou les numéros de page pour accéder aux sections.

Le bouton « Retour au début » permet de revenir au sommaire à tout moment.

De plus, le QR code est cliquable ; vous n'avez pas besoin de le scanner.



• Chapitre II: Renforcement de l'efficacité institutionnelle pour accroître l'impact du développement	55
• Amélioration de la performance institutionnelle : un parcours d'évolution vers l'excellence	55
• Engagement envers les normes mondiales de qualité et de durabilité	55
• Gouvernance solide et gestion intégrée des risques	55
• Transformation numérique : un pilier fondamental vers l'avenir	56
• Évaluation indépendante des projets : un bond vers le renforcement de l'impact du développement	56
• Renforcement de la communication institutionnelle et de l'identité institutionnelle	57
• Structure institutionnelle flexible et nouveau départ depuis Riyad	57
• Rapport sur l'efficacité du développement 2024	57
• Chapitre III: Situation financière au 31 décembre 2024	60
• Engagements financiers	60
• Décaissements et remboursements	60
• Investissements de la BADEA en 2024	63
• Engagements annuels de la BADEA au cours de la période 1975 – 2024	64
• Rapport financier de la BADEA au 31 décembre 2024	66
• Chapitre IV: Opérations approuvées en 2024	69
• Projets du secteur public	69
• Opérations du secteur privé	71
• Opérations de financement du commerce	73
• Opérations de développement des capacités (assistance technique)	75
• Annexes	82
• Annexe I: Capital de la BADEA	82
• Annexe II: Données de l'exercice financier au 31 décembre 2024	83



Introduction



Présentation de la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique



Création

La Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA) est une institution financière internationale jouissant de la personnalité juridique internationale pleine et entière et d'une indépendance totale sur les plans administratif et financier. Elle a été créée par décision du sixième Sommet arabe tenu à Alger, le 28 novembre 1973, et ses activités de financement ont démarré à partir de son siège principal à Khartoum, République du Soudan, en mars 1975.

Membres et bénéficiaires

La Banque regroupe 18 États arabes, membres de la Ligue des États arabes, signataires de son Accord de création¹ le 18 février 1974. Elle se distingue par une particularité partagée avec un nombre restreint d'institutions de développement dans le monde, à savoir que ses membres ne bénéficient pas de ses financements, lesquels sont entièrement destinés à soutenir le développement économique et social dans 44 pays africains non arabes situés au sud du Sahara.

**Les pays
bénéficiaires de
l'appui de la BADEA
sont 44 pays
africains non
arabes de l'Afrique
subsaharienne**

* 1 L'Accord de création a été modifié à trois reprises par des décisions du Conseil des gouverneurs (décision n° 7 de l'année 1988, décision n° 4 de l'année 2007 et décision n° 4 de l'année 2023).



Objectifs et missions

La Banque a pour objectif de soutenir la coopération économique, financière et technique entre les pays arabes et les pays africains. Pour atteindre cet objectif, il lui a été confié d'accomplir les fonctions suivantes:



Capital

Les dix-huit États membres de la Banque contribuent à son capital. Le capital actuellement autorisé s'élève à 20 milliards de dollars, le capital souscrit callable à 10 milliards de dollars, et le capital libéré à 5 milliards de dollars.



Siège

La Banque exerce ses activités depuis son siège provisoire à Riyad – Royaume d'Arabie Saoudite, et dispose également d'un bureau régional au Caire – République arabe d'Égypte.



Exercice financier

L'exercice financier de la Banque correspond à l'année civile, débutant le 1er janvier et se terminant le 31 décembre de chaque année.



Monnaie

La Banque accorde principalement ses financements aux pays bénéficiaires en dollars américains, mais elle peut également prêter en euros.



Langue

La langue arabe est la langue officielle des travaux de la Banque, à laquelle s'ajoutent l'anglais et le français comme langues de travail, conformément aux besoins des activités de la Banque en Afrique.

* 2 Toutes les références au dollar figurant dans le présent rapport se rapportent au dollar des États-Unis (US\$).

Le Conseil des Gouverneurs

Le Conseil des Gouverneurs est composé d'un gouverneur et d'un gouverneur suppléant désignés par chacun des États membres de la Banque. Il détient tous les pouvoirs de la Banque, qu'il peut déléguer en tout ou en partie au Conseil d'Administration. Il peut également adresser des orientations à ce dernier concernant la politique générale de la Banque. Le Conseil tient une réunion annuelle au cours du deuxième trimestre de l'année et se réunit à tout autre moment si nécessaire.

“Les ministres de l'économie et des finances des pays membres renouvellent leurs engagements de complémentarité et de coopération pour réaliser un développement durable en Afrique”



Membres du Conseil en 2024

Son Excellence Dr. Mohammad Al-Assass Ministre des Finances Royaume hachémite de Jordanie	Son Excellence M. Sultan bin Salem Al-Habsi Ministre des Finances Sultanat d'Oman
Son Excellence M. Mohamed bin Hadi Al-Husseini Ministre d'État chargé des Affaires financières Émirats arabes unis	Son Excellence M. Omar Al-Bitar* Ministre des Finances État de Palestine
Son Excellence Cheikh Salman bin Khalifa Al Khalifa Ministre des Finances et de l'Économie nationale Royaume de Bahreïn	Son Excellence M. Ali bin Ahmed Al-Kuwari Ministre des Finances État du Qatar
Son Excellence M. Samir Abdel Hafidh* Ministre de l'Économie et de la Planification République tunisienne	Son Excellence Mme l'Ingénieure Noura Souleiman Al-Fassam* Ministre des Finances État du Koweït
Son Excellence M. Laaziz Faïd Ministre des Finances République algérienne démocratique et populaire	Son Excellence Dr. Youssef Khalil Ministre des Finances République libanaise
Son Excellence M. Mohammed bin Abdullah Al-Jadaan Ministre des Finances Royaume d'Arabie saoudite	Son Excellence Dr. Khaled Al-Mabrouk Abdallah Ministre des Finances État de Libye
Son Excellence Dr. Gibril Ibrahim Mohamed Ministre des Finances et de la Planification économique République du Soudan	Son Excellence Dr. Rania Al-Mashat Ministre de la Planification, du Développement économique et de la Coopération internationale République arabe d'Égypte
Son Excellence Dr. Maamoun Hamdan Ministre des Finances République arabe syrienne	Son Excellence Mme Nadia Fettah Alaoui Ministre de l'Économie et des Finances Royaume du Maroc
Son Excellence Mme Taïf Sami Ministre des Finances République d'Irak	Son Excellence M. Sid' Ahmed Ould Bouh* Ministre des Finances République islamique de Mauritanie

* Le représentant de certains pays au sein du Conseil des Gouverneurs a changé au cours de l'année 2024: La République tunisienne était représentée par S.E. Mme Feryel Ouergui jusqu'en septembre 2024, l'État de Palestine était représenté par S.E. Dr. Nabil Qassis jusqu'en avril 2024, l'État du Koweït était représenté par S.E. Dr. Anwar Ali Al-Mudhaf jusqu'en novembre 2024, et la République islamique de Mauritanie était représentée par S.E. M. Isselmou Ould M'Bady jusqu'en septembre 2024.

Le Conseil d'Administration

Le Conseil d'administration assure la gestion de la Banque. Il est composé de onze membres : neuf membres permanents et deux membres non permanents. Le Conseil élit en son sein un président non-résident pour un mandat renouvelable de deux ans. Les États membres qui contribuent le plus au capital de la Banque y sont représentés de manière permanente. Les autres États membres, selon leur poids en voix au sein du Conseil des Gouverneurs, élisent les deux membres non permanents. La durée du mandat est de quatre ans, renouvelable.

Membres du Conseil en 2024



Président

Son Excellence Dr. Fahd Abdullah Al-Dosari
Royaume d'Arabie saoudite



Membre au Conseil

Son Excellence M. Faiçal Ali Al-Mansouri
Émirats arabes unis



Membre au Conseil

Son Excellence M. Boujemaa Ghanem
République algérienne démocratique et populaire



Membre au Conseil

Son Excellence Dr. Abdelaziz bin Mohamed Al-Hinai
Sultanat d'Oman



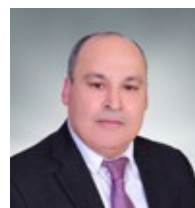
Membre au Conseil

Son Excellence M. Abdallah Khalil Al-Musaibih
État du Koweït



Membre au Conseil

Son Excellence Dr. Tarek Al-Chaaraoui
République arabe d'Égypte



Membre au Conseil

Son Excellence M. Lotfi Feradi*
République tunisienne



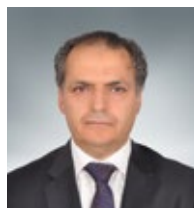
Membre au Conseil

Son Excellence Mme Ghofrane Kazem Neama*
République d'Irak



Membre au Conseil

Son Excellence M. Saoud Mohamed Al-Habbabi
État du Qatar



Membre au Conseil

Son Excellence M. Aboubakr Mohamed Al-Jaffal
État de la Libye



Membre au Conseil

Son Excellence M. Abdelhakim Jouahri*
Royaume du Maroc

* La composition du Conseil d'administration a été modifiée en 2024. La République tunisienne était représentée par Son Excellence M. Atef El-Borchani jusqu'en novembre 2024 ; la République d'Irak par Son Excellence M. Abdelhassan Jamal jusqu'en juin 2024 ; et le Royaume du Maroc par Son Excellence M. El Hassan Ed Dezz jusqu'en janvier 2024.

Le Président de la BADEA

Il est nommé en dehors des membres du Conseil d'administration pour un mandat de cinq ans, renouvelable une seule fois. Le Président de la BADEA est le représentant légal de l'institution et son plus haut responsable exécutif, chargé de la gestion de l'ensemble des activités de la Banque sous la supervision du Conseil d'administration, conformément aux directives du Conseil des Gouverneurs et du Conseil d'administration.

Le Président de la BADEA en 2024



Son Excellence Dr. Sidi Ould Tah
République islamique de Mauritanie





Message du Président du Conseil d'Administration



Message de Son Excellence Dr. Fahd Abdullah Al-Dosari Président du conseil d'administration

Chers lectrices et lecteurs,

J'ai le plaisir, en mon nom propre et au nom de la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique, de vous présenter le rapport annuel de la Banque pour l'année 2024, qui retrace un demi-siècle de contributions et d'engagement en faveur des causes du développement en Afrique.

Ce rapport paraît à l'occasion des célébrations du cinquantième anniversaire de la création de la Banque (1974 – 2024).

Cet événement historique majeur constitue un héritage humain et de développement solidement ancré, dont les pages s'ornent des réalisations accomplies grâce à la clairvoyance des fondateurs, aux orientations des dirigeants successifs, ainsi qu'à la détermination de ses collaborateurs et à leur conviction inébranlable que le développement durable ne peut se construire qu'à travers des partenariats sincères et une intégration effective entre les États et les peuples.



**“50 ans de dévouement et d’engagements...
la banque continue sa marche en tant que
pont entre les mondes arabe et africain,,**

**“Le neuvième plan quinquennal,
un avenir prometteur avec la vision
de la BADEA 2030,,**

À travers ce rapport, nous avons tenu à mettre en exergue les principales réalisations de la Banque au cours des cinq dernières décennies, tout en mettant l’accent sur les activités et les résultats obtenus durant l’année 2024, dans le cadre de la mise en œuvre du huitième plan quinquennal, et en traçant les perspectives d’un avenir prometteur à travers les orientations du neuvième plan quinquennal, en harmonie avec la vision ambitieuse de la Banque, «Stratégie 2030».

Le rapport présente également les efforts déployés pour renforcer l’efficacité institutionnelle et améliorer la performance opérationnelle, ainsi qu’une analyse globale des résultats financiers de la Banque à fin décembre 2024, reflétant l’équilibre entre l’impact en matière de développement et la durabilité financière.

Il comporte en outre une présentation détaillée des opérations approuvées en 2024 en appui aux pays africains partenaires, qu’il s’agisse de financements aux secteurs public

et privé, de programmes de financement du commerce ou d’octroi d’assistance technique.

La présentation de ce rapport traduit notre volonté de partager les résultats et les enseignements tirés avec les acteurs du développement en général, et avec ceux concernés par les activités de la Banque en particulier.

En le plaçant entre vos mains, nous espérons qu’il contribuera à approfondir une compréhension partagée des défis et des opportunités sur la voie du développement, et qu’il renforcera le dialogue constructif et la coopération fructueuse avec l’ensemble des partenaires et parties prenantes, afin d’atteindre les nobles objectifs auxquels nous aspirons tous : **‘un développement inclusif et durable incarnant l’esprit de solidarité arabo-africaine et servant le présent et l’avenir du continent africain’.**

Avec toute notre considération et notre respect,





Mot du Président de la BADEA



Mot du Son Excellence

Dr. Sidi Ould Tah

Président de la BADEA

C'est avec une immense fierté et un profond sentiment d'honneur que j'adresse mes félicitations à la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique, à l'occasion du cinquantième anniversaire de sa création, le 18 février 1974. Ces cinquante années constituent un témoignage vivant d'un parcours exceptionnel, axé à la fois sur le développement et la dimension humaine, fondé sur une vision stratégique claire et sur des valeurs institutionnelles authentiques, incarnant l'ambition, la justice, la réactivité, l'intégrité et la coopération constructive. La célébration de cet anniversaire mémorable ne représente pas seulement une étape de repos et de réflexion sur les réalisations accomplies ; elle s'inscrit également dans la continuité des effets tangibles de ces réalisations sur le terrain : projets de développement et solutions économiques durables, qui constituent un moteur renouvelé pour poursuivre notre noble mission.



“50 ans d’engagement ... Un héritage de solidarité arabo- africaine,,

Depuis le lancement de ses activités en 1975, la Banque demeure un modèle exemplaire de soutien à la coopération arabo-africaine. Elle a contribué au financement de 1878 opérations de développement pour un montant total dépassant 15,5 milliards de dollars, couvrant des secteurs vitaux ayant renforcé les infrastructures, soutenu l’intégration régionale et amélioré les conditions de vie dans les pays d’Afrique subsaharienne. »

Depuis 1983, la Banque a adopté l’approche des plans quinquennaux, ce qui lui a permis d’assurer une planification stratégique efficace, en adéquation avec les priorités du développement et les ressources disponibles, tout en préservant la solidité de sa situation financière. À fin 2024, la Banque aura mené à terme huit plans quinquennaux, marqués par une évolution constante tant du volume des financements que de l’ampleur des opérations.

L’année 2024 a connu une étape majeure dans la mise en œuvre de la « Stratégie 2030 » de la Banque, qui englobe les huitième et neuvième plans quinquennaux. Le huitième plan (2020–2024) est arrivé à son terme, avec un taux d’exécution record des programmes opérationnels, avoisinant 98%, les engagements effectifs atteignant 8,2 milliards de dollars sur un total de 8,4 milliards alloués. Sur le plan financier, la Banque a maintenu des indicateurs solides, avec une croissance de 26 % de son total d’actifs, pour atteindre 6,55 milliards de dollars, et une augmentation de 27% du

“2024 le grand changement dans la stratégie de la BADEA 2030,,

revenu net cumulé par rapport à l’objectif fixé. Forts de ces résultats encourageants, nous avons adopté le neuvième plan (2025–2029), visant à contribuer à l’accélération du développement durable en Afrique, avec un budget sans précédent de 18,4 milliards de dollars, reflétant l’ambition de la Banque de se développer tant sur le plan qualitatif que quantitatif dans ses programmes et initiatives.

Chers lecteurs,

En 2024, la Banque a œuvré à renforcer son efficacité institutionnelle à travers une série de mesures stratégiques, comprenant le renforcement de la gouvernance, l’amélioration de la notation de crédit, l’accélération de la transformation numérique, l’obtention de nouvelles certifications de qualité et le développement du capital humain. L’ensemble de ces actions a contribué à instaurer un environnement de travail motivant, stable et sûr, propice à l’excellence institutionnelle.

En conclusion, nous exprimons notre profonde gratitude aux pays membres pour leur confiance constante, ainsi qu’à nos partenaires stratégiques pour leur coopération fructueuse. Nous réaffirmons également notre détermination à poursuivre notre mission au service des aspirations des peuples d’Afrique, et ce malgré les défis majeurs imposés par un environnement mondial en mutation.

Avec mes salutations distinguées,



Développements et tendances économiques en Afrique subsaharienne en 2024

En 2024, la région de l'Afrique subsaharienne a connu une conjoncture économique complexe, marquée par des avancées positives dans certains pays malgré la persistance de défis macroéconomiques. La plupart des pays de la région ont mis en œuvre des réformes structurelles visant à rétablir la stabilité économique, dans un contexte de chocs économiques et géopolitiques répétés, ainsi que de besoins croissants en appui extérieur.

• Croissance économique en Afrique subsaharienne

3,2%
le taux de
croissance
économique

Selon les rapports du Fonds monétaire international, le taux de croissance de la région est passé de 2,9% en 2023 à 3,2% en 2024, soit un niveau inférieur aux prévisions initiales de 3,5%. Cela s'explique par la persistance de l'instabilité politique dans certains pays, ainsi que par les défis structurels auxquels sont confrontées de nombreuses économies africaines.

Dans les deux plus grandes économies de la région, le Nigéria et l'Afrique du Sud, le taux de croissance a atteint 2,2%, grâce à l'amélioration de l'approvisionnement en électricité en Afrique du Sud et à l'augmentation de la production pétrolière au Nigéria. Les autres pays de la région ont enregistré un taux de croissance atteignant jusqu'à 4,0%.

• Inflation et capacité de service de la dette

Les taux d'inflation ont varié de manière significative d'un pays à l'autre en Afrique subsaharienne. Tandis que certains pays ont enregistré une baisse progressive de l'inflation, le taux d'inflation des produits alimentaires est demeuré élevé, notamment dans les grandes économies comme l'Angola, l'Éthiopie et le Nigéria. Les prix ont été affectés négativement par la dépréciation des monnaies locales. L'insécurité alimentaire s'est aggravée en raison des aléas climatiques tels que les sécheresses et les inondations qui ont frappé différentes régions du continent. En dépit du resserrement des politiques monétaires, la capacité de service de la dette demeure faible dans plusieurs pays, les charges croissantes des intérêts réduisant les ressources disponibles pour financer les projets de développement. De plus, les réserves de change restent insuffisantes dans nombre d'États, ce qui accroît les risques économiques.

• Dette et défis financiers

828,4
milliards de dollars
la dette extérieure

En 2024, la dette extérieure de la région a atteint 828,4 milliards de dollars, soit 47,6% du produit intérieur brut. Le service de la dette extérieure a augmenté pour représenter 6,5% du PIB, en raison de la hausse des taux d'intérêt mondiaux, ce qui a accentué les pressions financières sur les gouvernements africains.

Les pays les plus touchés par la crise de la dette sont:

- Éthiopie, Ghana, République démocratique du Congo, Zambie, Zimbabwe, Malawi, Sao Tomé-et-Principe, qui connaissent des crises aiguës d'endettement.
- Burundi, Cameroun, Tchad, Mozambique, Sierra Leone, Soudan du Sud, confrontés à des risques d'endettement élevés.
- Côte d'Ivoire, Madagascar, Rwanda, Sénégal, Tanzanie, Ouganda, classés parmi les pays à risque modéré d'endettement.

• Croissance économique en Afrique sub-saharienne



- Le Kenya a enregistré une croissance de 4,7%, soutenue par le redressement du secteur agricole et l'augmentation des dépenses de consommation.
- L'économie de la Côte d'Ivoire a progressé de 6,5%, grâce à la reprise du secteur manufacturier.
- La République démocratique du Congo a connu une croissance de 4,9%, en raison de la forte performance du secteur minier.
- Le Mozambique a enregistré une croissance de 4,0%, soutenue par le début des exportations de gaz naturel liquéfié.

• Défis régionaux et disparités sectorielles de croissance

1. Pays riches en pétrole : le taux de croissance a atteint 2,5%, avec une amélioration notable de la production pétrolière en République du Congo, tandis que des pays comme le Tchad ont connu un essor du secteur non pétrolier grâce à l'augmentation des investissements publics.
2. Pays riches en ressources minières : le taux de croissance a ralenti à 1,7% en raison d'une hausse des importations par rapport aux exportations ; l'économie du Botswana a souffert de la baisse de la demande mondiale de diamants, alors que la Guinée est restée stable à 5,3% grâce à l'augmentation de la production d'or.
3. Pays non dépendants du pétrole ou des minerais : la croissance a ralenti à 3,0%, en raison de la hausse des coûts des importations et du resserrement des politiques monétaires, tandis que des pays comme le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal ont enregistré une croissance accélérée portée par les investissements dans les infrastructures.

• Politiques budgétaires et réformes économiques

De nombreux pays de la région prévoient de renforcer les recettes publiques par l'élargissement de l'assiette fiscale et la réduction des exonérations fiscales, comme au Cameroun, en Guinée-Bissau, au Sénégal et en Tanzanie. Ils visent également à améliorer la gestion fiscale et à promouvoir la numérisation, afin de renforcer la transparence et d'améliorer la conformité fiscale. Sur le plan des dépenses, certains gouvernements cherchent à maintenir les dépenses sociales, tandis que plus de la moitié des pays mettent en œuvre des mesures d'austérité, ce qui pourrait affecter négativement la croissance économique à moyen et long terme.





• Prévisions économiques pour 2025

4,1%

**Le taux de
croissance prévu
pour 2025**

Le taux de croissance en Afrique subsaharienne devrait s'accélérer pour atteindre 4,1% en 2025, avec une poursuite de la baisse de l'inflation. Les deux plus grandes économies de la région devraient connaître une croissance modérée de 2,1%, tandis que les pays aux économies diversifiées bénéficieront d'un redressement de la consommation et de l'investissement.

• Défis à venir

Malgré ces perspectives positives, de nombreux pays africains continuent de faire face à des défis structurels majeurs, notamment: Des difficultés d'accès au financement international en raison du coût élevé de l'endettement. La persistance des pressions inflationnistes et de la volatilité des prix alimentaires. La faiblesse de la croissance des revenus par habitant, notamment dans les pays exportateurs de matières premières. Les défis sécuritaires, les conflits armés et l'instabilité politique continuant de menacer plusieurs régions.

• Conclusion

Les évolutions économiques en Afrique subsaharienne en 2024 reflètent une situation contrastée : certains pays connaissent une croissance soutenue, tandis que d'autres peinent encore à restaurer la stabilité financière. À l'aube de 2025, des réformes économiques globales s'imposent pour renforcer la résilience des économies africaines, avec un accent particulier sur l'innovation et la coopération régionale, éléments clés pour stimuler la croissance et assurer une stabilité économique et sociale durable.

**“L'Afrique sub-saharienne 2024: Croissance différenciée
entre les défis des dettes et les pressions de l'inflation,
et opportunités prometteuses soutenues
par des réformes et la complémentarité régionale,,**





Cinquante ans de coopération arabo-africaine

Célébrations du cinquantième anniversaire de la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique

Sous le slogan **"50 ans de coopération arabo-africaine"**, l'année 2024 a été marquée par des moments historiques décisifs dans le parcours de la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique, qui a célébré le cinquantième anniversaire de la signature de son accord de création en 1974. Ces célébrations sont venues immortaliser cinq décennies de contribution et d'excellence au service du développement du continent africain, ayant permis à la Banque d'asseoir sa position en tant qu'institution de premier plan au sein du système des institutions régionales et internationales de financement du développement.



Film
50 anniversaire

Galerie de photos
50 anniversaire





Les festivités du jubilé d'or ont débuté au siège de la Banque à Riyad, capitale du Royaume d'Arabie saoudite, où a été organisée une cérémonie inaugurale de haut niveau. Cette cérémonie a réuni un parterre de représentants d'institutions financières et de développement arabes et africaines, ainsi que des personnalités éminentes ayant soutenu la trajectoire de la Banque depuis sa fondation.

Au cours de la cérémonie, la Banque a honoré ses partenaires stratégiques et plusieurs personnalités influentes ayant apporté une contribution tangible au développement de ses activités et au renforcement de sa présence en tant qu'institution de développement de premier plan sur la scène régionale et internationale. L'événement a également été l'occasion de retracer le parcours de la Banque à travers cinquante années de coopération constructive, en mettant en lumière ses principales étapes historiques et son impact dans le soutien au développement durable en Afrique.

Cette manifestation a constitué le lancement officiel d'une série d'événements organisés par la Banque tout au long de l'année 2024 dans plusieurs capitales arabes et africaines, célébrant cette grande réalisation institutionnelle et réaffirmant son engagement envers sa noble mission de développement.

“Un héritage de développement et un statut institutionnel de premier rang,,

Les célébrations ont constitué une occasion de réflexion et de reconnaissance d'un héritage prestigieux de réalisations. Elles ont mis en exergue le développement remarquable des capacités institutionnelles de la Banque, notamment dans les domaines de la transformation numérique, de l'obtention de notations de crédit élevées renforçant son rôle d'institution fiable et efficace dans le soutien aux priorités de développement en Afrique, ainsi que dans ses réussites en matière d'émissions d'obligations et d'acquisition de plusieurs certifications ISO, gages de qualité de performance et d'efficacité des systèmes de gestion, dans un environnement institutionnel avancé favorisant la stabilité financière et l'efficacité opérationnelle.

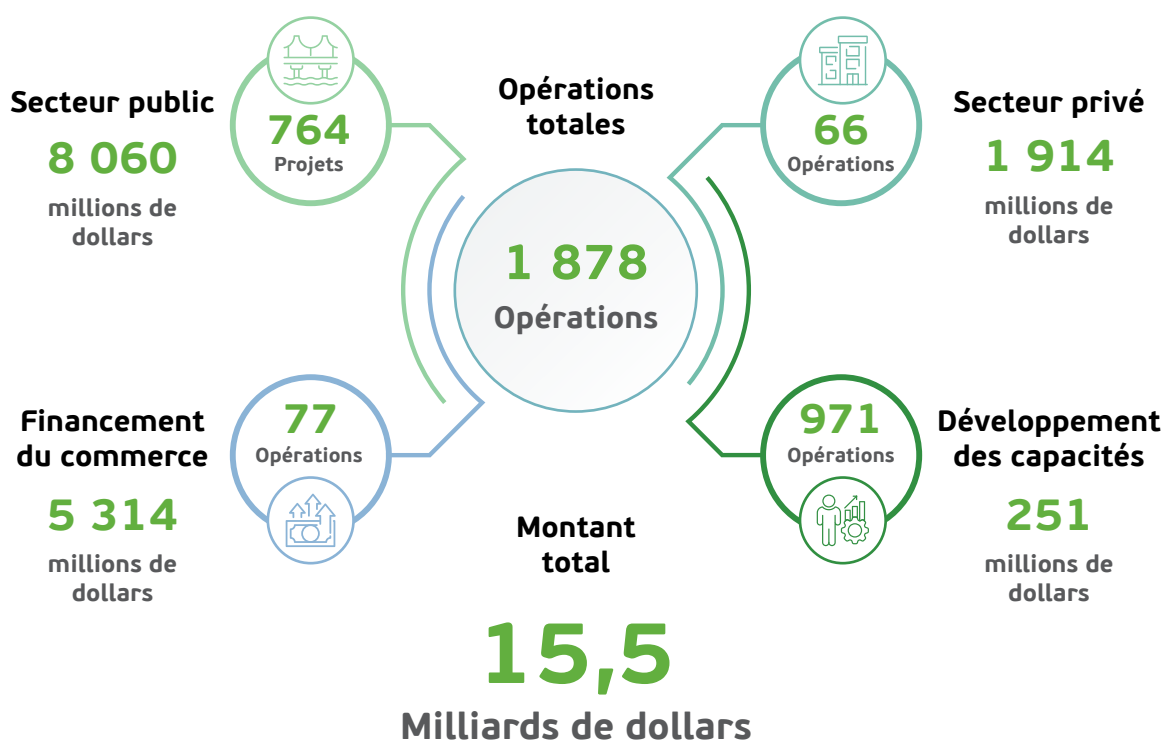
Un parcours de développement ayant contribué à hauteur de 15,5 milliards de dollars à la croissance du continent africain

Depuis le début de ses activités en 1974, la Banque a posé la première pierre d'un parcours de développement exceptionnel, plaçant au cœur de sa vision le renforcement de la coopération entre les pays arabes et africains. En cinquante ans, elle s'est engagée à financer des opérations de développement d'une valeur de plus de 15,5 milliards de dollars américains, ciblant des projets dans des secteurs vitaux tels que les infrastructures, l'agriculture, l'énergie, l'éducation, la santé et l'industrie. Ces interventions ont contribué à améliorer la qualité de vie, à lutter contre la pauvreté et à renforcer la sécurité alimentaire dans de nombreux pays africains. Les contributions de la Banque se sont également étendues au soutien du secteur privé, au financement des petites et moyennes entreprises, à la promotion de l'entrepreneuriat, ainsi qu'à l'appui au commerce et au développement des capacités, ce qui a contribué directement à stimuler la croissance économique et à améliorer les indicateurs de développement humain sur le continent.



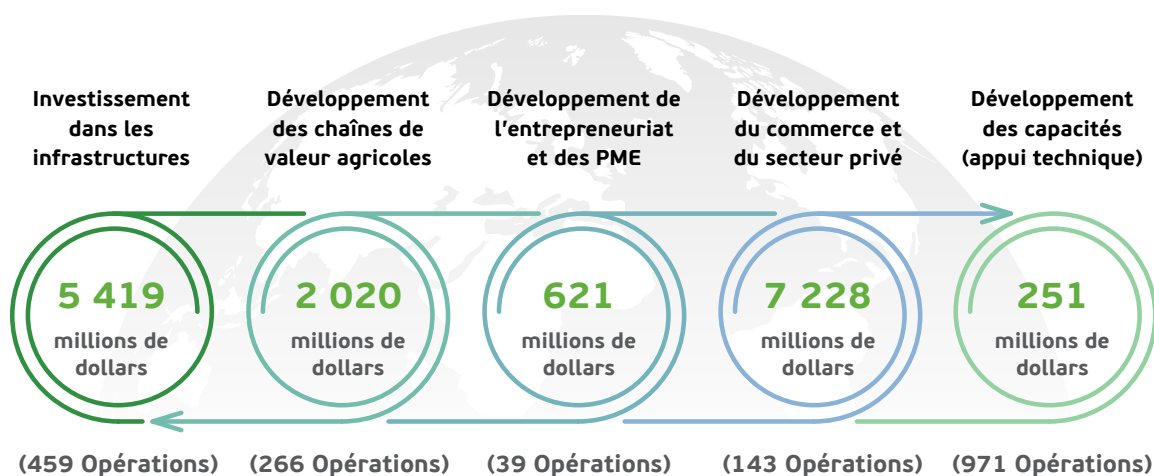
“50 ans d’engagements de financements ... des réalisations qui incarnent le rôle de la BADEA en matière de développement,,

Répartition des engagements durant 50 ans selon les guichets de financement



“1 878 opérations de financement en un demi-siècle avec un total d’engagements dépassant 15,5 milliards de dollars,,

Répartition des engagements durant 50 ans selon les domaines de focus stratégique



Opérations totales

1 878

Opérations

Montant total

15,5

Milliards de dollars



Partenariat pour la prospérité

Célébration des 50 ans de coopération arabo-africaine et lancement du Consortium Financière Arabo-africaine

En marge du Sommet semestriel de l'Union africaine 2024, la ville d'Accra, capitale de la République du Ghana, a accueilli, le 21 juillet 2024, la cérémonie officielle marquant le cinquantième anniversaire de la création de la BADEA, sous le haut patronage de l'Union africaine et avec l'accueil chaleureux de la Présidence de la République du Ghana, parrain officiel des institutions financières de développement en Afrique.

La cérémonie s'est honorée de la présence de Son Excellence M. Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana, aux côtés de plusieurs Chefs d'État participant au Sommet ou de leurs représentants, du Président de la Commission de l'Union africaine, ainsi que d'un parterre de hauts responsables gouvernementaux, d'acteurs du secteur privé, de décideurs politiques, d'institutions financières et de développement, de représentants d'organismes de régulation et d'investisseurs venus de toute l'Afrique et du monde arabe.

L'un des moments les plus marquants de cette célébration fut le passage consacré à la Banque dans la Déclaration du Sommet de l'Union africaine, au cours duquel les dirigeants africains ont salué son parcours et ses contributions notables, et l'ont félicitée pour le rôle vital qu'elle joue dans la construction d'un avenir plus prospère et plus stable pour le continent africain.

Le Consortium Financier Arabo-africaine: une nouvelle étape dans le renforcement de la coopération

L'annonce de la création du Consortium Financier Arabo-africain a constitué le point d'orgue de la célébration. Ce Consortium se veut une plateforme stratégique réunissant les institutions financières arabes et africaines sous l'égide d'une coopération commune. La Banque est fière d'avoir adopté cette initiative, perçue comme un pas audacieux visant à élargir les options de financement en explorant de nouvelles opportunités d'investissement et de commerce entre les deux parties. En capitalisant sur la capacité complémentaire des institutions financières arabes et africaines actives dans le financement du développement du continent, cette alliance promet de renforcer les opportunités économiques et de soutenir les entreprises locales, garantissant ainsi à l'Afrique un avenir plus résilient et prospère.



Le Consortium vise à:

- Accroître les capitaux et les capacités des institutions financières de développement.
- Soutenir l'innovation financière et l'inclusion financière.
- Relever les grands défis du développement, tels que le changement climatique et les inégalités économiques.
- Lancer de nouveaux instruments de financement au service des entreprises locales et de la résilience des économies africaines.
- Créer une plateforme de cofinancement pour les projets visant la transformation du développement et l'intégration économique régionale et mondiale de l'Afrique.

“Le lancement de l'Alliance a reflété un engagement arabo-africain commun autour d'une vision stratégique ambitieuse, fondée sur la promotion des intérêts mutuels,,

Partenariat entre la BADEA et l'Agence de développement de l'Union africaine (NEPAD)

La célébration d'Accra a également été le théâtre d'un lancement important : celui d'un partenariat opérationnel novateur entre la BADEA et l'Agence de développement de l'Union africaine (NEPAD), concrétisé par l'« Initiative Un million de petites et moyennes entreprises en Afrique ». Ce projet conjoint traduit la vision partagée de la BADEA et de l'Agence visant à renforcer le secteur de l'entrepreneuriat et à promouvoir l'inclusion économique. Son Excellence Mme Nardos Bekele, Présidente Exécutive de l'Agence, a exprimé sa reconnaissance pour la coopération fructueuse avec la Banque, saluant le rôle central qu'elle a joué dans le soutien de plus de trois millions de projets de micro, petites et moyennes entreprises, ainsi que dans la facilitation de financements à large échelle et de programmes de formation à l'entrepreneuriat à travers le continent. Pour sa part, Son Excellence Dr Sidi Ould Tah, Président de la BADEA, a exprimé sa fierté de ce partenariat stratégique et a réaffirmé l'engagement indéfectible de la Banque à poursuivre son appui aux initiatives continentales visant à réaliser le développement durable, en travaillant main dans la main avec les institutions régionales et internationales pour répondre aux aspirations des peuples d'Afrique.

La BADEA et le Fonds Saoudien pour le Développement

Dans le cadre du renforcement des partenariats stratégiques, une nouvelle initiative a été lancée entre la BADEA et le Fonds saoudien pour le développement, lors des manifestations officielles accompagnant la célébration. Son Excellence M. Sultan bin Abdulrahman Al-Murshed, Président Exécutif du Fonds, a ouvert son allocution en adressant ses félicitations à la Banque à l'occasion du cinquantième anniversaire de sa création, saluant son rôle de développement en Afrique. Il a évoqué le partenariat historique entre le Fonds et le continent africain, entamé en 1975, qui a abouti au financement d'environ 500 projets conjoints dans le domaine des infrastructures dans 47 pays africains, pour un total d'investissements dépassant 15 milliards de dollars américains. Il a également annoncé l'engagement du Royaume d'Arabie saoudite, sur directives de Son Altesse Royale le Prince Mohammed bin Salman bin Abdulaziz, à fournir, par l'intermédiaire du Fonds, des financements additionnels d'un montant de 5 milliards de dollars américains au profit de l'Afrique d'ici 2030. Pour sa part, Son Excellence Dr Sidi Ould Tah, Président de la BADEA, a exprimé sa profonde appréciation pour le rôle du Royaume d'Arabie saoudite en tant que contributeur principal au capital de la Banque, ainsi que pour les efforts du Fonds Saoudien pour le Développement en matière d'octroi de financements de développement additionnels à des conditions concessionnelles, contribuant au soutien du développement économique et social dans 44 pays africains bénéficiaires.



La BADEA et le Programme du Golfe arabe pour le développement (AGFUND)

Dans le cadre de partenariats de développement ciblés, Son Altesse le Prince Abdulaziz bin Talal bin Abdulaziz, Président du Conseil d'administration du Programme du Golfe Arabe pour le Développement (AGFUND), a salué les réalisations de la BADEA au cours d'un demi-siècle d'action continue en faveur du développement, soulignant son impact positif dans le soutien au développement économique et social du continent. Il a exprimé son soutien total à l'initiative de création du «Consortium financier arabo-africain», en insistant sur le rôle majeur que cette alliance pourrait jouer pour accélérer la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations Unies et renforcer la coopération arabo-africaine face aux défis communs.

Le Prince a également loué la coopération existante entre le Programme et la BADEA, en particulier dans le cadre de l'Initiative pour les compétences numériques et vertes, qui vise à préparer la jeunesse africaine aux économies de demain et à renforcer ses capacités dans les domaines de l'innovation, de la transformation numérique et du développement durable.

Il a appelé à poursuivre et à élargir cette coopération afin de bâtir un continent africain prospère et résilient. Pour sa part, Son Excellence Dr Sidi Ould Tah, Président de la BADEA, a exprimé sa reconnaissance pour le solide partenariat qui unit la Banque et le Programme du Golfe arabe pour le développement, soulignant les initiatives de qualité menées par le Programme pour soutenir la jeunesse et autonomiser les communautés en Afrique, ainsi que son rôle de premier plan dans le renforcement de l'action de développement conjointe.

Forum des Directeurs généraux: le rôle du secteur privé dans le financement du développement

Dans le cadre des manifestations, la BADEA a organisé un forum ouvert pour les Présidents exécutifs d'entreprises, intitulé : «Tirer parti du financement du développement pour stimuler la croissance du secteur privé et du commerce entre l'Afrique et le monde arabe».

Le forum a été consacré à l'évaluation du rôle du financement du développement dans la réalisation de la Stratégie 2030 de la BADEA et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, et il a abordé les défis auxquels sont confrontées les petites et moyennes entreprises pour accéder au financement.

Il a également examiné l'impact attendu de la création d'un portefeuille financier arabe destiné à l'investissement en Afrique, d'une valeur de 50 milliards de dollars américains, et son rôle potentiel dans le soutien aux efforts de développement et la promotion d'une croissance économique durable sur le continent africain. Par ailleurs, le forum a mis en lumière le soutien de la Banque au secteur privé et au commerce à travers un portefeuille d'investissement avoisinant 4 milliards de dollars américains, réparti sur plus de 70 opérations, et s'est concentré sur les moyens de renforcer l'impact du développement par des partenariats multilatéraux.

Vers les cinquante prochaines années: anticiper l'avenir et renforcer les partenariats

La BADEA a organisé, en octobre 2024 à Dubaï, un forum stratégique de haut niveau, réunissant une élite de dirigeants des secteurs public et privé en Afrique et dans le monde arabe, ainsi que des représentants de la société civile et d'institutions régionales et internationales œuvrant dans le domaine du développement.



Cet événement s'est voulu une plateforme d'évaluation et de prospective, visant à examiner la performance de la Banque au fil de longues années d'action pour le développement, et à explorer le rôle qu'elle pourra jouer au cours des décennies à venir, dans un contexte de mutations mondiales et régionales rapides, porteuses à la fois d'opportunités et de défis. Le forum s'est distingué par une participation de haut niveau, illustrant le capital de partenariats et la solidité du réseau de relations que la Banque a su établir, et incarnant sa position de leader en tant que pont vital reliant le monde arabe à l'Afrique.

Enjeux de l'avenir et priorités du développement

Les participants ont examiné, au cours du forum, les principales questions et tendances qui façonneront l'avenir du continent africain, notamment:

- Les transformations démographiques accélérées.
- La mise à profit de la révolution technologique, notamment des techniques d'intelligence artificielle, au service du développement durable.
- Le renforcement de l'utilisation des instruments innovants et disponibles de financement du développement.

L'objectif était de permettre aux dirigeants des gouvernements, du secteur privé et de la société civile d'élaborer une vision commune des défis du développement et de définir les moyens de les surmonter, en adoptant un agenda d'action réaliste, ambitieux et réalisable.

“Des forums de haut niveau confirment le rôle de la BADIA comme pont de développement entre l'Afrique et le monde arabe, et perspective pour les cinquante prochaines années de travail et de leadership,,

Un appel au renouveau et à l'élargissement de l'impact

Au terme des débats, les participants ont adressé un appel clair à la Banque, aux institutions de financement du développement et aux banques multilatérales de développement, pour renforcer la coordination, unifier les efforts et redéfinir les priorités de l'action pour le développement, en adéquation avec les ambitions du continent africain et en vue de contribuer à son essor en tant que puissance économique de premier plan au XXI^{er} siècle.

Pour sa part, la Banque a exprimé son vif intérêt pour les conclusions et recommandations du forum, réaffirmant son engagement ferme à poursuivre son appui au processus de développement en Afrique, à travers le perfectionnement de ses instruments et mécanismes, le renforcement de ses partenariats et une efficacité accrue au cours des décennies à venir, afin d'atteindre un impact plus large et plus durable en matière de développement.





La Stratégie BADIA 2030



La Vision

«Être la principale plateforme de coopération économique arabo-africaine pour le développement»



La Mission

«Renforcer la coopération économique arabo-africaine par l'aide financière, l'investissement et le soutien technique»



Objectifs stratégiques

Objectif 1 : Identifier, développer et renforcer les opportunités de coopération économique stratégique entre les états Arabes et l'Afrique.

Objectif 2 : Contribuer de manière innovante au développement durable et à la transformation structurelle des pays africains à la lumière des objectifs de développement durable et d'Afrique 2063.

La stratégie est mise en œuvre à travers deux plans quinquennaux successifs: le huitième plan (2020–2024) et le neuvième plan (2025–2029). Ces plans ont été conçus de manière à être flexibles et adaptables aux réalités du terrain, permettant à la Banque de réviser ses priorités et de mettre à jour ses outils sur la base des résultats et des enseignements tirés. Cela renforce sa capacité à demeurer un acteur clé dans le paysage du développement durable en Afrique.

“La Stratégie BADIA 2030... une feuille de route pour renforcer la coopération arabo-africaine dans un monde en mutation,,

Des engagements annuels à la planification stratégique: évolution des méthodologies d'action pour le développement

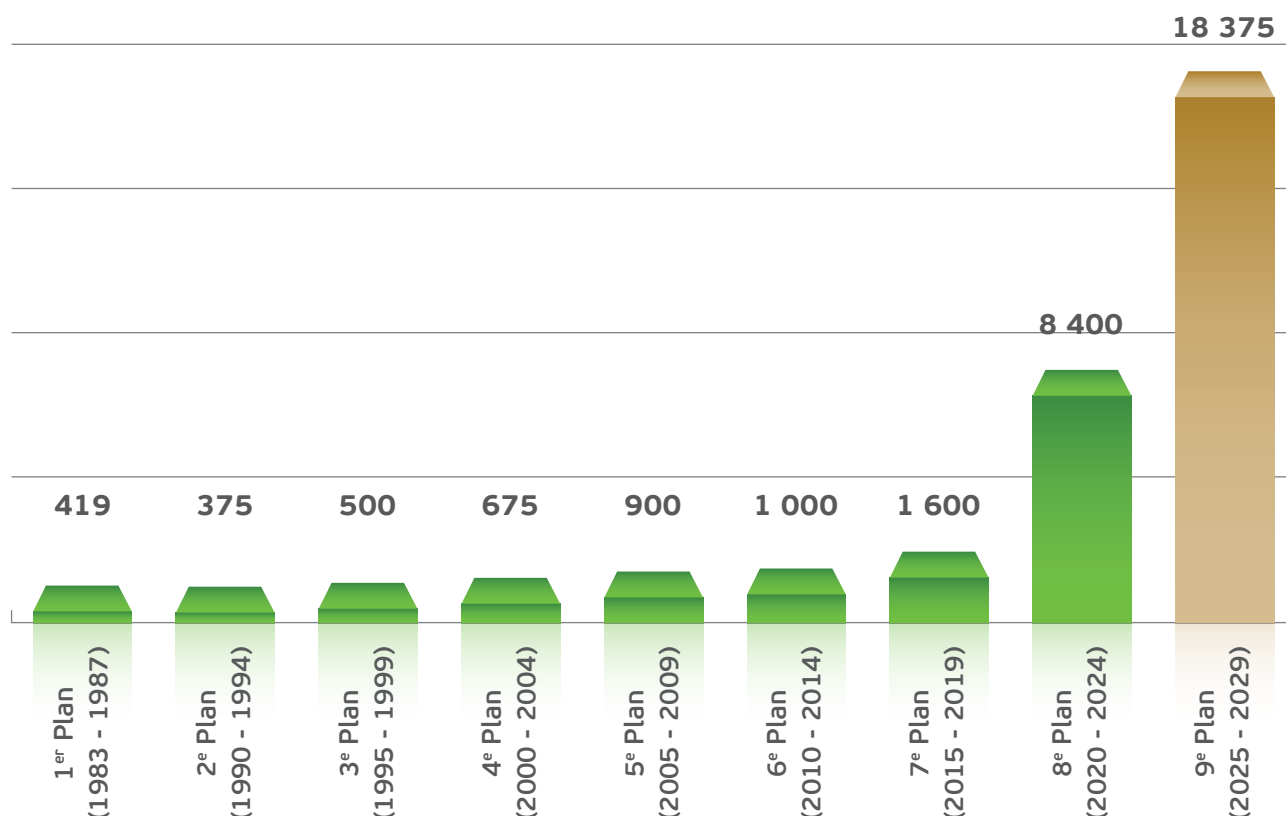
Allocations de la Banque pour le financement du développement (plans quinquennaux)

Depuis le lancement de ses activités de financement en 1975 et jusqu'en 1982, la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique adoptait une approche consistant à fixer des engagements annuels pour les pays bénéficiaires, sur la base des ressources disponibles et des besoins immédiats de développement.

En 1983, la Banque a connu un tournant stratégique majeur avec l'adoption de la méthode des plans quinquennaux de développement. Cette approche visait à renforcer l'efficacité de la planification et de la gouvernance financière, tout en permettant une réponse plus souple aux priorités de développement du continent, et en préservant la solidité de sa position financière.

Depuis lors, la Banque a mené à terme huit plans quinquennaux, marqués par une augmentation progressive des allocations financières, traduisant l'élargissement géographique de ses opérations et la diversification de ses instruments de financement. L'adoption, en 2024, du neuvième plan quinquennal (2025-2029) confirme la pérennité de cette démarche évolutive et témoigne d'un engagement ferme à renforcer l'impact du développement et à anticiper les défis.

Evolution des allocations des plans quinquennaux de la Banque (Millions de dollars)



Huitième plan quinquennal (2020 – 2024)

Amélioration de la performance et enseignements consolidant la vision d'avenir

Le huitième plan quinquennal s'est achevé fin 2024. Il a constitué une étape fondatrice majeure dans le processus d'amélioration des performances de la Banque et de consolidation de sa position. Ce plan a mis l'accent sur l'approfondissement de la coopération économique arabo-africaine et le soutien aux efforts de développement durable dans les pays d'Afrique subsaharienne, tout en conservant un équilibre entre ambition et flexibilité. Il a permis de dégager un ensemble de leçons qui ont contribué à améliorer les performances de la Banque et à orienter sa vision d'avenir, parmi lesquelles:

- L'importance d'une planification souple et d'une exécution adaptée aux évolutions économiques et sociales.
- Le développement de systèmes efficaces de suivi de l'avancement des projets et de garantie de leur mise en œuvre efficiente.

Cette approche a permis à la Banque de s'adapter avec succès aux répercussions de la pandémie de Covid-19 ainsi qu'aux autres crises économiques mondiales et régionales, sans affecter ses engagements envers les pays partenaires.

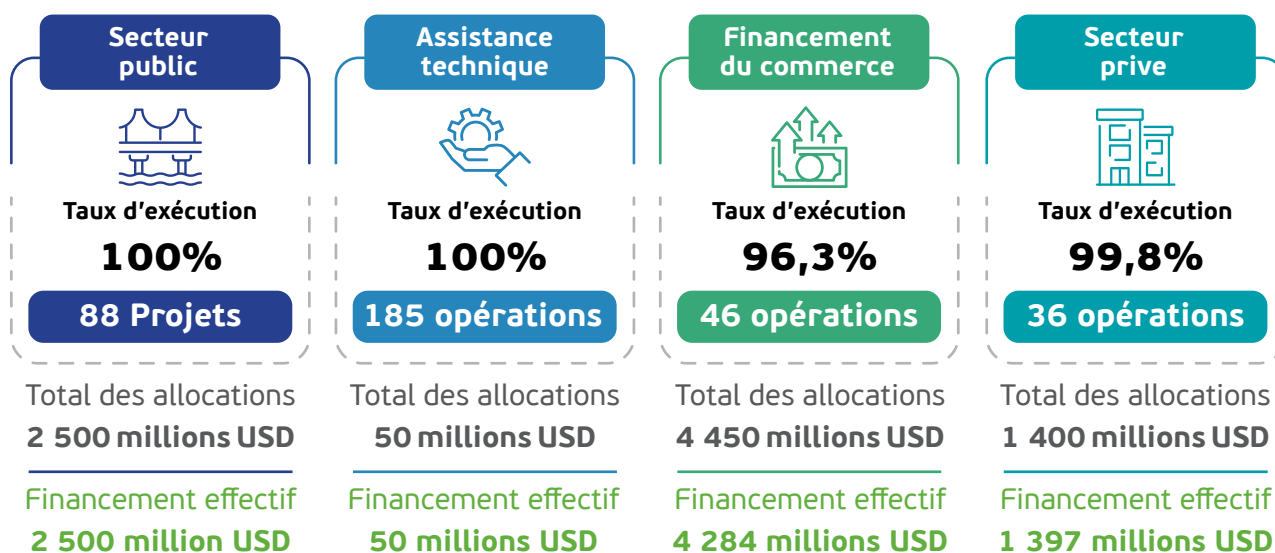
Performance financière solide et croissance durable

Au cours de la mise en œuvre du plan, la Banque a maintenu une situation financière robuste, avec:

- Total des actifs: 6 553 millions USD à fin décembre 2024 (soit une croissance de 26% par rapport au début du plan).
- Droits des pays membres: 5 780 millions USD.
- Revenu net cumulé: 763 millions USD, dépassant les prévisions de 27%.

La Banque est également parvenue à réaliser des taux élevés d'exécution de ses programmes de financement, tout en respectant une allocation stratégique équilibrée des ressources, garantissant un impact maximal et durable dans les secteurs prioritaires, tels que les infrastructures, l'agriculture, l'énergie, l'éducation et la santé.

Comparaison entre les allocations du huitième plan et les engagements effectifs (Selon les guichets)





Renforcement des partenariats et du cofinancement

La Banque a œuvré au renforcement de la coopération avec les institutions de financement du développement, à travers des partenariats ayant appuyé la mise en œuvre de projets nationaux et régionaux à fort impact. Cette approche a permis de mobiliser des ressources additionnelles et d'accroître l'efficacité des interventions de développement dans les pays bénéficiaires.

Transformation numérique et continuité des activités

L'investissement dans la transformation numérique a contribué à accroître la résilience de la Banque et à assurer la continuité fluide de ses opérations en période de crise. Des systèmes technologiques avancés ont été adoptés, avec la mise en place de centres de données de secours et de solutions en nuage, ce qui a renforcé l'efficacité de ses activités et sa capacité de réponse face aux défis.

Développement du capital humain et de la structure institutionnelle

L'investissement dans les ressources humaines a constitué l'une des priorités du plan, à travers:

- L'adoption d'un système d'évaluation de la performance fondé sur des objectifs SMART.
- La mise en œuvre de programmes de formation spécialisés, dont le programme pour jeunes professionnels.
- L'amélioration de l'environnement de travail et la révision de l'échelle des salaires et avantages.
- Le soutien à l'égalité entre les sexes et la promotion de la diversité au sein de la Banque.

“Renforcement de l'efficacité institutionnelle grâce à une transformation numérique agile et au développement du capital humain,,

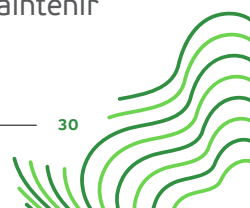
Entrée réussie sur les marchés internationaux de capitaux

Parmi les réalisations exceptionnelles de la Banque au cours du huitième plan quinquennal figure sa première entrée sur les marchés mondiaux de capitaux, grâce à l'émission d'une obligation sociale d'un montant de 500 millions d'euros sur trois ans.

Cette émission a rencontré un succès notable, avec une souscription dépassant trois fois le montant offert et la participation de plus de 50 investisseurs institutionnels provenant de 27 pays sur 4 continents, parmi lesquels figuraient des banques centrales et des institutions publiques.

L'opération a été réalisée dans le cadre du programme EMTN (Euro Medium Term Note), avec un coupon de 3,75% et un rendement de 3,806%, marquant ainsi une étape fondatrice dans l'établissement de la Banque en tant qu'émetteur régulier sur les marchés financiers internationaux.

En conclusion, lors de la phase finale du plan, la Banque a démontré une grande capacité d'adaptation et de flexibilité face aux défis opérationnels, en assurant un transfert fluide vers son siège provisoire à Riyad, en Arabie saoudite. Elle a poursuivi l'exécution de ses programmes et plans de développement avec efficacité et sans interruption, illustrant ainsi sa capacité à maintenir ses activités et à atteindre ses objectifs, malgré les changements.





Neuvième plan quinquennal (2025–2029)

Accélérer le développement durable et renforcer la résilience face aux défis

- Le neuvième plan quinquennal (2025–2029) constitue la seconde phase de la stratégie décennale de la Banque, Vision 2030. Il répond à la nécessité croissante d'accélérer le rythme du développement durable et de renforcer la capacité des économies africaines à résister aux défis régionaux et mondiaux.
- Le plan conserve son orientation vers les domaines moteurs de l'intégration économique, tout en élevant le niveau des ambitions grâce à des objectifs qualitatifs appuyés par une augmentation substantielle des ressources financières allouées. Le Conseil d'administration de la BADEA a approuvé des allocations totales de 18 375 millions de dollars américains, soit une hausse de 119 % par rapport aux allocations du huitième plan quinquennal, qui s'élevaient à 8 400 millions de dollars américains.

Approche de financement intégrée et allocations ambitieuses

- Le plan adopte une approche de financement intégrée, combinant divers instruments tels que le financement concessionnel, le financement aux conditions du marché, le financement du secteur privé, le financement du commerce et l'assistance technique. Cette approche permet de concevoir des ensembles de financement flexibles, adaptés à la nature des projets et à la situation des pays bénéficiaires, tout en préservant l'intégrité du capital et la liquidité, et en alignant l'expansion du recours aux marchés mondiaux de capitaux sur l'évolution du portefeuille d'investissements.

Soutenir la transition verte et renforcer la sécurité alimentaire en Afrique

Le plan est en phase avec les initiatives du Groupe de Coordination Arabe, dont la BADEA est un membre actif, notamment en ce qui concerne l'affectation de:

- 50 milliards de dollars à des infrastructures résilientes et à des communautés inclusives.
- 24 milliards de dollars à la lutte contre le changement climatique.
- 10 milliards de dollars au soutien de la sécurité alimentaire.
- 10 milliards de dollars à la promotion de la transition vers les énergies propres.

Ces engagements constituent un stimulant essentiel du rôle de la Banque dans le financement des projets de transition verte en Afrique, en particulier dans les domaines des énergies renouvelables et des infrastructures résistantes aux effets du changement climatique.

Autonomisation des jeunes et des femmes par le soutien aux petites et moyennes entreprises

Le plan accorde une priorité absolue au soutien des petites et moyennes entreprises, considérées comme un moteur essentiel de la croissance et de la création d'emplois, en particulier pour les jeunes et les femmes. Cet objectif se traduit par une augmentation des financements destinés à ce secteur, ainsi que par la mise en place de programmes de formation visant à développer les compétences et à renforcer l'entrepreneuriat.

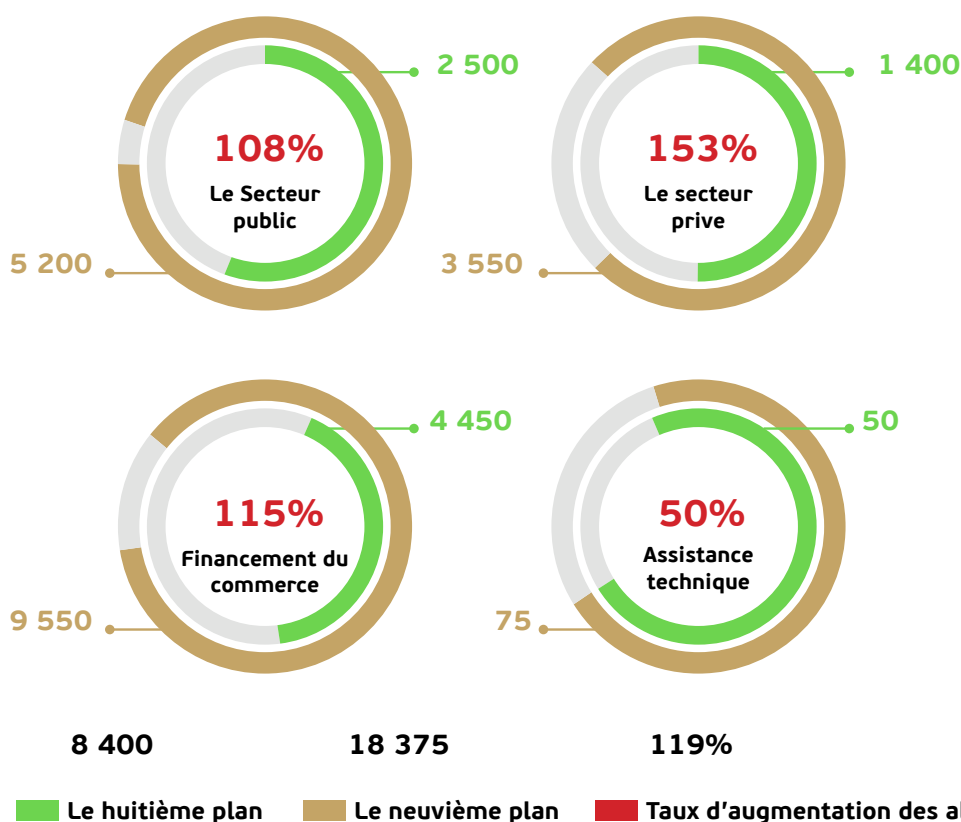
Une transformation qualitative de la performance institutionnelle

Le plan ambitionne de provoquer une transformation profonde de l'efficacité institutionnelle, à travers:

- L'investissement dans le capital humain.
- La modernisation des politiques administratives et organisationnelles.
- L'accélération de la transformation numérique.
- L'amélioration de l'environnement de travail.
- L'instauration d'une structure managériale flexible, capable de s'adapter aux évolutions et de saisir les opportunités émergentes.

Ainsi, le neuvième plan quinquennal constitue une feuille de route ambitieuse, menant la Banque vers un impact de développement plus large et plus profond, et consolidant son rôle en tant que catalyseur majeur du développement durable et de l'intégration arabo-africaine dans les décennies à venir.

L'augmentation des allocations du neuvième plan par rapport à celles du huitième plan (en millions de dollars)





Chapitre I

Activités et Opérations en 2024

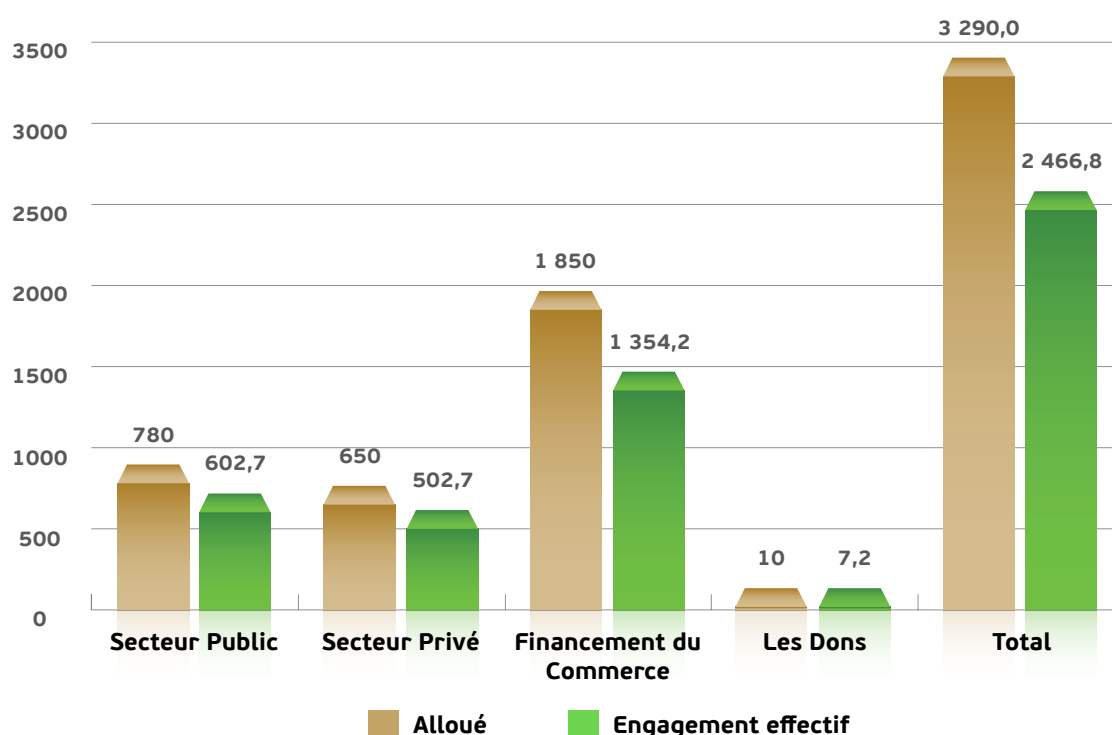


Chapitre I | Activités et Opérations en 2024

Principaux indicateurs des activités de financement (2022-2023-2024)

Énoncé	2022	2023	2024
Engagements totaux (en millions de dollars)	2 004,6	2 241,3	2 466,8
• Prêts au secteur public	885,5	393,8	602,7
• Prêts au secteur privé	418,3	305,9	502,7
• Lignes de financement du commerce	688,6	1 529,6	1 354,2
• Dons pour le développement des capacités	12,2	12,0	7,2
Nombre total d'opérations	75	78	68
• Projets du secteur public	16	12	13
• Opérations du secteur privé	10	8	9
• Opérations de financement du commerce	9	12	14
• Opérations de développement des capacités	40	46	32
Taux moyen de l'élément don des prêts aux projets du secteur public	25%	24,3%	25,6%
Coûts totaux des opérations cofinancées par la Banque (en millions de dollars)	3 869	4 867	5 328

Comparaison entre les allocations de l'année 2024 et les engagements effectifs selon les guichets de financement (en millions de dollars)

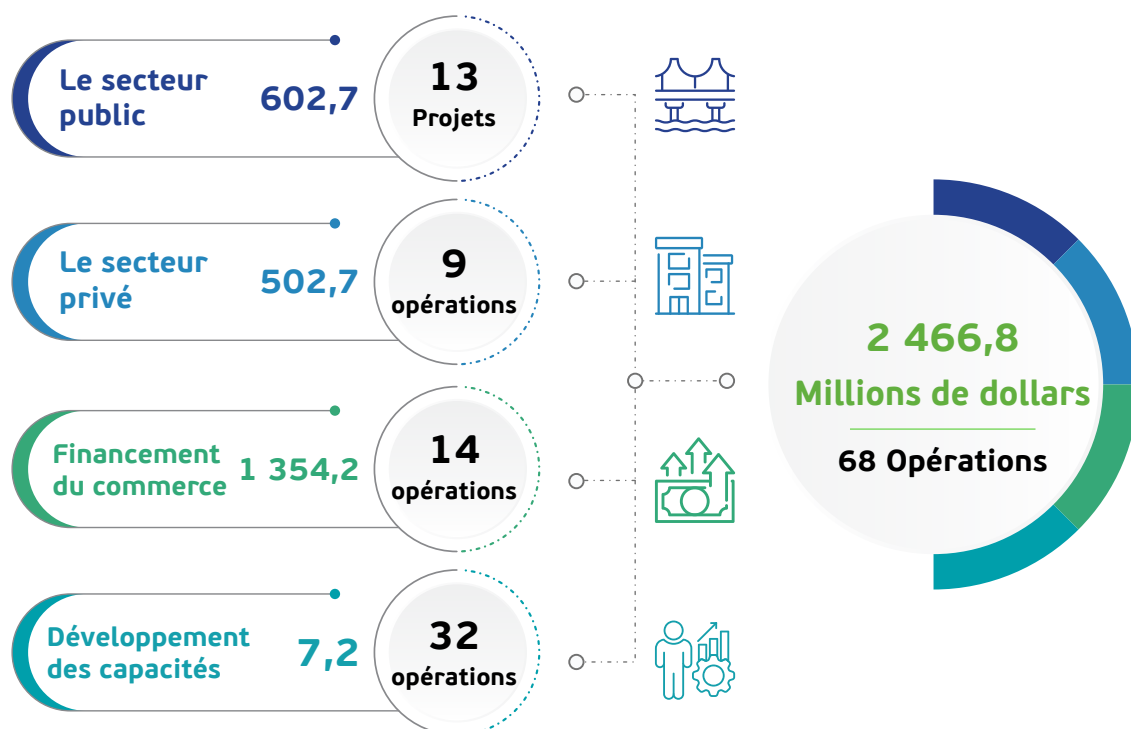




Engagements totaux

À fin 2024, le total des engagements de la Banque en faveur de plusieurs pays africains et regroupements régionaux s'élevait à environ 2 466,8 millions de dollars américains, couvrant le financement de 68 projets et opérations. Ces engagements ont été octroyés à travers les quatre principaux guichets de financement de la Banque, comme l'illustre le graphique ci-dessous.

Répartition des engagements 2024 selon les guichets de financement



Domaines prioritaires de la Stratégie 2030

La Banque a poursuivi la mise en œuvre de sa stratégie décennale ambitieuse, alignée sur les Objectifs de développement durable des Nations Unies et sur la vision de l'Agenda 2063 de l'Afrique, dans le but de contribuer à une transformation globale de développement du continent. Cette stratégie repose sur des domaines clés, soigneusement sélectionnés pour leur rôle central dans l'accélération de la croissance durable et leur adéquation avec les priorités des pays bénéficiaires. Ces domaines incluent: l'investissement dans les infrastructures, le développement des chaînes de valeur agricoles, le développement du commerce et du secteur privé, le développement de l'entrepreneuriat et des PME, ainsi que le développement des capacités.





Investissement dans les infrastructures

Pour l'inclusion, l'industrialisation et l'innovation

La Banque accorde une grande importance à ce secteur, qui constitue la colonne vertébrale de la société moderne et une condition essentielle à une croissance durable. Elle finance des projets d'infrastructures sociales (santé et éducation), de transport (routes, ponts, chemins de fer, ports, aéroports), d'énergie (production, transport et distribution), ainsi que des projets d'eau et d'assainissement, de développement urbain, en plus des technologies de l'information et de la communication et l'économie numérique.

En 2024, la Banque a lancé un investissement de développement d'une valeur de 305 millions USD pour améliorer les infrastructures dans plusieurs pays africains bénéficiaires. Cela comprend 3 projets routiers au Burundi, en Sierra Leone et en Ouganda, 2 projets dans le secteur de l'éducation au Cameroun et au Mozambique, un (1) projet dans le secteur de l'eau au Rwanda, ainsi qu'un (1) projet de barrage régional à usages multiples situé à la frontière entre le Mali et le Sénégal.

Développement des chaînes de valeur agricoles

Pour l'autonomisation et la sécurité alimentaire

Le développement des chaînes de valeur agricoles contribue directement à améliorer la vie des agriculteurs africains, en renforçant la sécurité alimentaire, en réduisant la pauvreté et en augmentant les revenus. La Banque soutient cet objectif par le financement de projets d'aménagement des terres agricoles, de fourniture d'irrigation moderne, d'accès aux intrants agricoles et de développement de filières de transformation agroalimentaire.

En 2024, la Banque a alloué 379,4 millions USD pour financer 2 projets de chaînes de valeur du riz au Tchad et au Cameroun, un (1) projet de développement rural intégré au Nigeria (premier projet du secteur public approuvé en faveur du Nigeria depuis 2006), ainsi que 4 opérations régionales visant à soutenir le secteur agricole et à renforcer la sécurité alimentaire en Afrique.

Développement du commerce et du secteur privé

Pour la croissance et la création d'emplois

La Banque poursuit ses efforts pour renforcer les capacités du secteur privé en Afrique, considéré comme un moteur puissant de la croissance économique et un pilier de la création d'emplois durables, ainsi qu'un levier pour la réduction des inégalités de revenus. Elle soutient également le commerce, en raison de son rôle essentiel dans la fourniture et la diversification des biens et services, ainsi que dans le renforcement des relations entre pays grâce aux échanges mutuellement bénéfiques et à l'amélioration de la compétitivité.

Dans le cadre des engagements de 2024, un montant de 1 445,8 millions USD a été alloué au secteur privé et au commerce. Les approbations en faveur du secteur privé comprennent 2 opérations au profit d'entreprises publiques via le guichet du secteur public de la Banque, ainsi que 3 opérations en faveur d'institutions financières régionales, de banques commerciales locales et de banques nationales de développement visant à promouvoir le développement du secteur privé. Elles incluent également 2 opérations d'investissement dans des fonds soutenant les échanges commerciaux et des secteurs vitaux. Pour le financement du commerce, 10 opérations ont été approuvées afin de soutenir le commerce extérieur des pays bénéficiaires, dans le but de fournir des biens stratégiques, de renforcer la sécurité énergétique, d'appuyer les services des secteurs de la santé et de l'éducation, et d'améliorer les budgets publics par l'accroissement des recettes fiscales.



Développement de l'entrepreneuriat et des PME

Pour la diversification économique et l'industrialisation

Les petites et moyennes entreprises (PME) et l'entrepreneuriat constituent la pierre angulaire du développement des économies locales africaines, en particulier dans les zones rurales, grâce à leur grande flexibilité et à leur capacité unique de pénétration rapide du tissu économique. Elles jouent également un rôle central dans la promotion de l'inclusion financière et l'autonomisation des groupes les plus vulnérables, tels que les femmes et les jeunes. Leur soutien figure donc parmi les priorités de la Banque.

En 2024, la Banque a alloué un montant de 329,4 millions USD, comprenant une (1) opération visant à appuyer les PME dans 17 pays africains par l'augmentation du capital du Fonds Africain de Solidarité, ainsi que 4 opérations facilitant l'accès d'autres PME aux sources de financement, leur permettant ainsi de renforcer leurs capacités de développement et de croissance.

Développement des capacités

Le développement humain, pierre angulaire de la construction de l'avenir

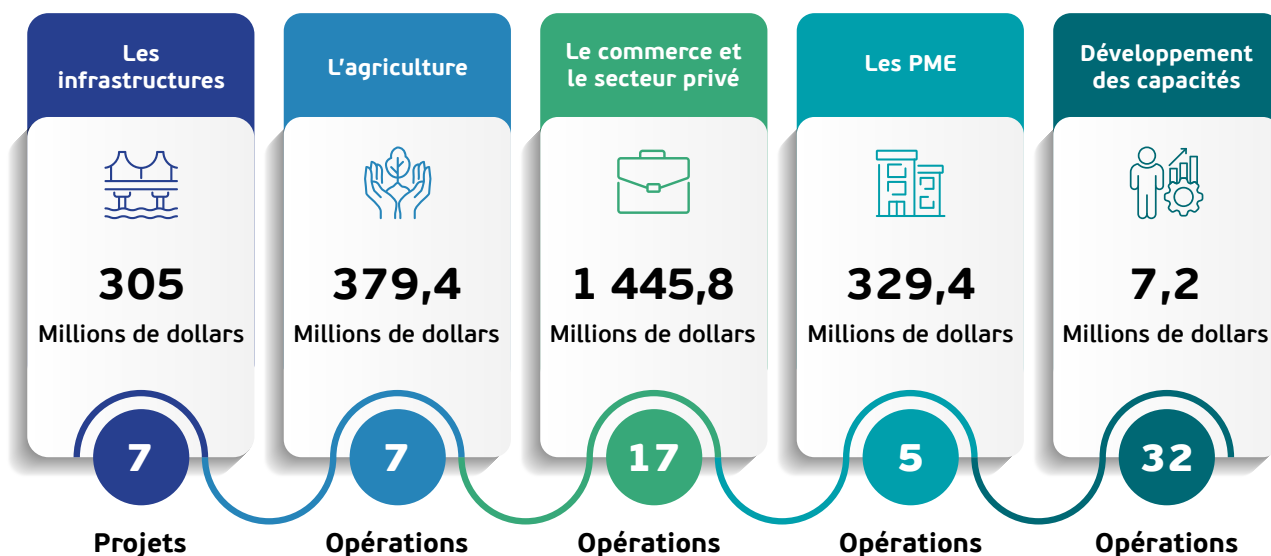
La Banque adopte une approche multidimensionnelle pour contribuer au renforcement des capacités des pays africains, convaincue de l'impact direct de cet effort sur l'accroissement de la productivité, la stimulation de l'innovation, l'attraction des investissements, le soutien à la croissance économique à long terme, ainsi que sur la capacité d'adaptation aux évolutions technologiques et économiques rapides. En 2024, un montant total de 7,245 millions USD de subventions a été accordé pour le renforcement des capacités d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, d'institutions régionales et d'organisations de la société civile dans les pays d'Afrique subsaharienne.

Ces subventions ont financé 32 opérations, comprenant la préparation d'études de faisabilité pour des projets de développement et des actions de soutien institutionnel. Ces dernières incluaient l'organisation de sessions de formation et de concours destinés à développer les compétences des jeunes Africains en analyse financière et économique, en négociation et en leadership, ainsi qu'en intelligence artificielle, robotique et cybersécurité. Elles ont également couvert des activités d'échange d'expériences entre Arabes et Africains, des discussions sur les enjeux des petites et moyennes entreprises et de l'entrepreneuriat, l'avenir des médias en Afrique et les défis liés aux technologies numériques, ainsi que la mobilisation d'investissements du secteur privé pour la construction d'infrastructures vertes et durables renforçant la résilience du continent face aux changements climatiques.





Répartition des engagements selon les domaines de focus stratégique (2,466.8 millions de dollars- 68 Opérations)



Cofinancement

La Banque accorde une importance particulière au cofinancement avec les institutions financières actives dans les pays bénéficiaires, ce mode d'intervention permettant de mobiliser des ressources pour des opérations à coûts élevés dont les États ont besoin.

En 2024, le volume total du cofinancement réalisé avec les institutions membres du Groupe de Coordination Arabe, les institutions non arabes et les gouvernements des pays bénéficiaires a atteint environ 5 327,97 millions USD, dont 804,6 millions USD apportés par la Banque (soit 15,1% du total). Ce cofinancement a concerné des opérations menées à travers les guichets du secteur public, du secteur privé et du financement du commerce.

“5,3 milliards de dollars volume du financement conjoint en 2024... avec une contribution efficace de la BADEA,,

Partenariat stratégique avec les institutions financières africaines

Le partenariat avec les institutions financières africaines se distingue par une approche multidimensionnelle. Grâce à des alliances stratégiques avec des institutions financières régionales, nationales et multilatérales, la Banque joue un rôle clé dans la mobilisation des ressources, la réduction de la pauvreté et le renforcement de l'intégration régionale. Elle réaffirme ainsi son engagement à élargir l'accès au financement du développement, à renforcer les réserves en capital et à accroître l'accès aux ressources financières.

“Un outil innovant pour renforcer le financement du développement et promouvoir l'intégration régionale,,



La Banque a conservé une solide position financière, soutenue par des notations élevées attribuées par les principales agences internationales : notation AAA de l'agence japonaise avec perspective stable, notation AA de Standard & Poor's avec perspective positive, et relèvement de sa notation à Aa1 de l'agence Moody's avec perspective stable (contre Aa2 avec perspective positive auparavant). Ces notations reflètent une base de capital entièrement libérée et solide, une excellente liquidité, une gestion financière prudente et le fort soutien apporté par les pays arabes fondateurs.

En 2024, la Banque a réussi l'émission de sa première obligation libellée en euros, levant 500 millions d'euros. Cette opération a suscité un fort engouement des investisseurs, entraînant une sursouscription, signe de la grande confiance dans la solidité financière de l'institution et dans son engagement à financer le développement.

Cette base de capital robuste renforce la capacité de la Banque à mobiliser efficacement les ressources et à accroître ses capacités de prêt, lui permettant ainsi d'élargir ses partenariats avec les banques multilatérales de développement et les investisseurs privés, et de renforcer son impact en matière de développement sur le continent africain. Le lancement du neuvième plan quinquennal (2025–2029), doté d'allocations de 18,4 milliards USD, confirme l'engagement de la Banque à accélérer une croissance inclusive et durable en Afrique.





Renforcement du système financier africain grâce aux partenariats

La coopération entre la Banque et les institutions de financement du développement constitue la pierre angulaire de sa stratégie pour élargir le champ du financement du développement et offrir davantage d'opportunités économiques en Afrique. En travaillant avec des institutions financières régionales et nationales, la Banque contribue à:

Renforcer les réserves en capital

- Soutenir la situation financière des institutions de financement du développement afin d'accroître leur capacité de prêt et d'investissement.

Améliorer les notations de crédit

- Permettre aux institutions financières d'accéder aux marchés internationaux de capitaux à des taux compétitifs.

Élargir l'inclusion financière

- Améliorer l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises, les projets portés par les femmes et les communautés défavorisées.

Fournir un financement souverain pour augmenter les contributions des États au capital des institutions financières – un outil stratégique de renforcement du capital

- La Banque joue un rôle central en aidant les pays africains à accroître leur participation dans les institutions de financement du développement, leur permettant ainsi de convertir des prêts souverains en parts de capital et de renforcer leur position d'actionnaire.

Initiatives de la Banque pour renforcer le capital des institutions de financement du développement

Contributions directes en capital

- Apport direct de ressources financières pour consolider la stabilité financière et se conformer aux exigences réglementaires.
- Fourniture de financement souverain pour augmenter les contributions des États au capital des institutions financières.

Instruments innovants de soutien au capital

- appui au financement intermédiaire et garanties financières pour accroître la résilience financière.

Soutien à la souscription en capital

- incitation des pays africains à mobiliser des contributions supplémentaires afin d'assurer un financement suffisant pour la croissance des institutions de financement du développement.



Impact sur le financement du développement

Amélioration des notations de crédit

- Renforcement de la crédibilité financière des institutions de développement, leur permettant d'obtenir des financements à conditions favorables sur les marchés internationaux.

Réduction du coût des emprunts

- Mise à disposition de solutions financières à coût compétitif pour les entreprises, stimulant ainsi l'investissement privé et la création d'emplois.

Extension de l'accès au financement

- Soutien aux projets d'envergure et promotion de l'inclusion financière pour les petites entreprises et les groupes marginalisés.

Contributions de la Banque au soutien des institutions financières africaines en 2024

- 700 millions USD: prêts accordés aux institutions de financement du développement.
- 804,6 millions USD: participation au cofinancement (commerce et secteur privé) d'un montant total de 5,3 milliards USD.
- 610 millions USD: investissements dans des institutions de financement du développement, ayant permis l'octroi indirect, via ces institutions, de prêts d'un montant de 1 585 millions USD (soit un effet de levier multipliant par 2,5 l'impact et la portée des financements de la Banque).

En renforçant le capital et la liquidité de ces institutions, la Banque contribue à permettre aux économies africaines d'accéder à des financements supplémentaires, de réduire les coûts d'emprunt et d'accroître leur capacité à financer des projets de développement essentiels.

“Le renforcement du capital africain à travers des partenariats stratégiques élargit le domaine du financement et réduit les coûts,,

“Initiatives innovantes pour appuyer les institutions financières africaines, et augmenter l'effet du financement de développement sur les économies régionales,,



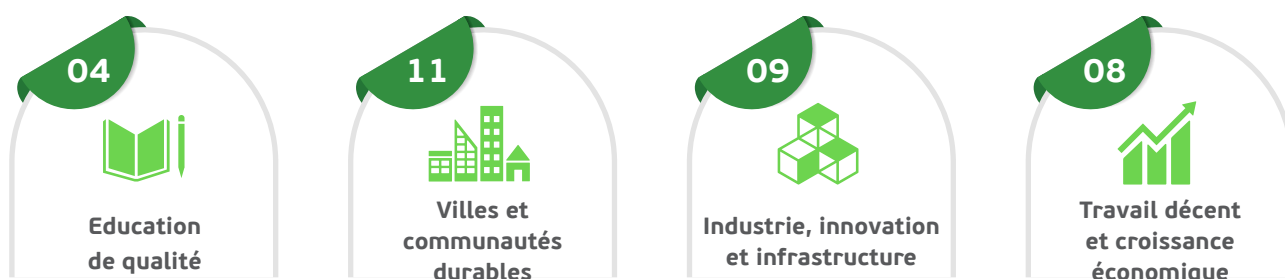
Mise en lumière des principales opérations approuvées en 2024

Projet de soutien à l'enseignement primaire dans sept régions – République du Cameroun

Dans le cadre de son engagement à soutenir les secteurs sociaux à impact large et durable, la Banque a contribué à hauteur de 31,9 % au financement du projet de soutien à l'enseignement primaire en République du Cameroun, dont le coût total s'élève à 94 millions USD. Le projet couvre 7 des 10 régions du pays, représentant une superficie estimée à environ 410 000 km², soit 86,1 % de la superficie totale du Cameroun. Cette large couverture géographique traduit le potentiel de son impact sur le développement à l'échelle nationale.

Objectifs du projet

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la réalisation des Objectifs de développement durable et de l'Agenda 2063 de l'Afrique, notamment en ce qui concerne :



Le projet vise à améliorer la qualité de l'éducation et à garantir un accès équitable à l'enseignement primaire pour environ 154 000 élèves répartis dans 100 écoles primaires, avec des programmes spécifiquement destinés aux groupes marginalisés et un appui particulier aux filles scolarisées en milieu rural. Il prévoit d'augmenter le taux d'achèvement du cycle primaire de 73% à 95%, et de renforcer les compétences de base par l'actualisation des programmes scolaires et la formation avancée des enseignants aux méthodes pédagogiques modernes.

Transformation numérique et cantines scolaires

Le projet accorde une attention particulière à la promotion de l'éducation numérique et de l'apprentissage à distance, par la création de plateformes numériques intégrées assurant la continuité de l'apprentissage, notamment en situation d'urgence. Il inclut également l'amélioration de la gestion du programme de cantines scolaires, par la mise en place de mécanismes garantissant sa pérennité et renforçant son impact positif sur la santé publique et la réussite scolaire des élèves.

Infrastructures intégrées et création de nouveaux emplois

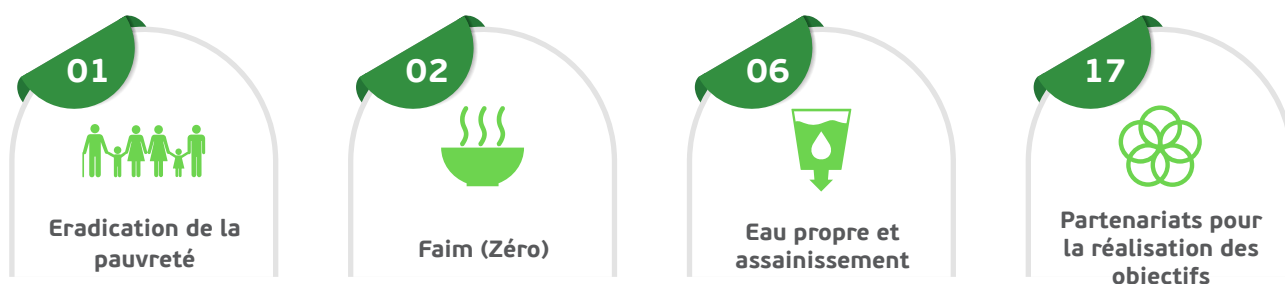
- Le projet comprend :**
- La construction, l'extension et la réhabilitation de 100 écoles primaires, y compris les bâtiments administratifs, les logements pour enseignants et les installations sanitaires.
 - La fourniture de mobilier et d'équipements pédagogiques, incluant le matériel d'enseignement numérique, les ordinateurs et les moyens de communication modernes.
 - Des prestations de conseil technique, telles que la préparation des études et des plans d'ingénierie et d'architecture.

Le projet permettra également de créer environ 1,500 nouveaux postes d'enseignants, contribuant ainsi à la stabilité de l'emploi et à l'amélioration de la qualité du processus éducatif.

Projet de construction du barrage polyvalent de Goubassi dans le bassin du fleuve Sénégal – République du Sénégal

La Banque a contribué au financement du projet de construction du barrage polyvalent de Goubassi dans le bassin du fleuve Sénégal, dans le cadre de son engagement en faveur des grandes infrastructures à fort impact multidimensionnel. Le coût total du projet s'élève à 315 millions USD, dont environ 32% financés par la Banque. Ce projet représente un apport stratégique aux efforts de développement durable et contribue à la réalisation de plusieurs Objectifs de développement durable (ODD), notamment:

“Optimiser l'utilisation des ressources en eau et renforcer la sécurité alimentaire et énergétique,,



Il est également en cohérence avec les objectifs de l'Agenda 2063 de l'Afrique, notamment en ce qui concerne l'amélioration de la qualité de vie, la garantie de la sécurité hydrique et alimentaire, le soutien à une agriculture moderne et au développement d'infrastructures avancées.

Objectifs du projet et composantes principales

Le projet vise à créer un lac artificiel d'une capacité nette estimée à environ 2,9 milliards de m³, permettant de réguler les apports en eau de la vallée de la Falémé et de les utiliser à des fins multiples, principalement:

- Le développement de l'agriculture irriguée.
- La production d'électricité renouvelable.
- L'amélioration de la navigation fluviale dans le bassin du fleuve Sénégal.

Il prévoit la mise en place d'infrastructures intégrées, comprenant:

- Un barrage principal de 1 600 mètres de long et de 30 mètres de haut.
- Une digue en terre de 700 mètres de long.
- Une centrale hydroélectrique d'une capacité de 18 MW.
- Une route de 100 km reliant le barrage aux zones environnantes pour faciliter l'accès.
- Une ligne électrique à haute tension (90 kV) de 95 km pour le transport de l'énergie produite.

Un impact de développement à plusieurs niveaux

Le projet devrait contribuer à améliorer les conditions de vie et la résilience des communautés locales, en leur permettant de bénéficier durablement des ressources en eau, de garantir la sécurité alimentaire et l'accès à une énergie renouvelable. Il favorisera également l'intégration régionale dans la gestion des ressources naturelles partagées et stimulera les investissements dans l'agriculture, les infrastructures et l'énergie, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives de développement économique et social dans la région.

Projet d'appui à la compagnie aérienne ivoirienne pour l'acquisition d'avions (phase I)

Convaincue de l'importance de renforcer l'intégration régionale par le développement des infrastructures de transport aérien en Afrique, la Banque a participé au financement de la première phase du projet d'appui à la compagnie aérienne ivoirienne, visant l'acquisition d'avions long-courriers et la construction d'un centre de maintenance moderne à l'aéroport international d'Abidjan.

Le coût total du projet s'élève à 172,5 millions USD, dont une contribution de la Banque représentant 44,4 % du financement, dans le cadre de la phase initiale qui comprend l'acquisition d'un Airbus long-courrier de 242 places, ainsi que la construction d'un centre de maintenance spécialisé pour ce type d'appareils.

“Renforcer la connectivité aérienne et stimuler la croissance économique régionale,”

Un impact stratégique au-delà des frontières nationales

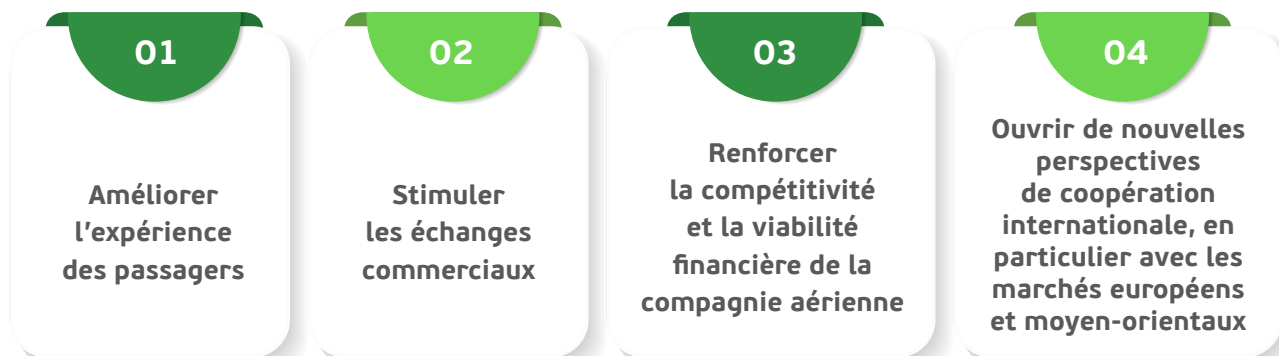
Les retombées attendues de ce projet dépassent les frontières de la Côte d'Ivoire pour s'étendre à l'Afrique de l'Ouest et à l'Afrique centrale, en renforçant la connectivité aérienne et en organisant des vols long-courriers reliant la région au reste du monde. Le projet contribue également à la réalisation des Objectifs de développement durable, notamment:



Il s'inscrit également dans la vision de l'Agenda 2063 de l'Afrique, en matière de développement d'infrastructures modernes à vocation continentale, d'amélioration de la qualité de vie et de promotion du bien-être des citoyens.

L'aéroport d'Abidjan: un hub régional du transport aérien

Le projet vise à consolider la position de l'aéroport d'Abidjan comme principal hub aérien en Afrique de l'Ouest, grâce à une flotte moderne dotée de technologies avancées, contribuant ainsi à:





Stimuler l'investissement et les partenariats durables

Le projet contribue également à:

- Diversifier les marchés et élargir le réseau de destinations internationales.
- Créer des emplois directs et indirects dans le secteur aérien et les services connexes.
- Attirer les investissements en renforçant le positionnement d'Abidjan comme porte d'entrée stratégique du transport aérien en Afrique.

Le soutien apporté par la Banque à ce projet représente une étape qualitative vers le renforcement de l'intégration logistique et économique du continent, au service d'objectifs de développement plus larges, tant au niveau régional qu'international.

Appui à l'augmentation du capital du Fonds africain de solidarité

Dans le cadre de ses efforts visant à appuyer les institutions financières africaines multilatérales, la Banque a contribué à l'augmentation du capital du Fonds africain de solidarité, pour un montant de 120,8 millions USD, au bénéfice de 17 pays africains. Le Fonds africain de solidarité est une institution financière internationale créée en 1975, dont le capital est détenu par 23 pays africains, ainsi que par la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale. Son siège est situé à Niamey, au Niger. Le Fonds joue un rôle central dans le renforcement du développement économique et social des États membres, en offrant des garanties pour des prêts bancaires et des émissions obligataires destinés au financement de projets d'investissement dans divers secteurs.

**“Autonomiser
les PME
et renforcer
l'intégration
économique
régionale,”**

Cette opération cadre avec la priorité stratégique de la Banque visant le développement de l'entrepreneuriat et des petites entreprises. Elle aide ces entreprises à étendre leurs activités et à améliorer leur accès au financement. L'opération contribue également à renforcer l'intégration économique régionale par la réalisation de projets de développement prioritaires dans des domaines tels que :

**L'autosuffisance
alimentaire**

**La fourniture
de logements
décent et
d'énergie**

**La promotion
des exportations
et des capacités
productives**

Le financement accordé par la Banque représente une étape stratégique pour permettre aux institutions financières africaines de jouer un rôle plus efficace dans le soutien au développement inclusif, en mobilisant des instruments financiers innovants adaptés aux besoins des marchés locaux et régionaux, et en contribuant à bâtir des économies plus résilientes et durables.



Signature d'accords de partage des risques

Dans le cadre de ses efforts visant à étendre la portée de ses opérations et à améliorer son efficacité opérationnelle, la Banque a engagé la signature d'accords de partage des risques avec un ensemble varié de banques régionales et internationales, pour un montant total de participation atteignant 500 millions USD. Ces accords visent à soutenir les activités de la Banque dans le domaine du financement du commerce, à réduire son exposition aux risques financiers liés aux transactions commerciales, tout en garantissant la pérennité de ses opérations et en élargissant sa base de partenariats avec des institutions financières dotées de solides capacités et de bonnes notations de crédit.

“Renforcer les instruments de financement du commerce et élargir les partenariats bancaires internationaux,,

Les accords de partage des risques offrent un cadre efficace pour la répartition des risques entre la Banque et les banques partenaires, contribuant ainsi à :

Lancer de nouvelles opérations impliquant des banques commerciales, des institutions souveraines et de grandes entreprises

Améliorer l'efficacité opérationnelle de la BADIA et optimiser l'utilisation de ses ressources

Tirer parti de l'expertise des banques participantes, notamment dans les domaines avancés du financement du commerce

Ces accords permettent à la Banque de diversifier son portefeuille de financement, en collaborant avec des institutions financières disposant d'une large implantation géographique, d'une expertise technique pointue et de capacités technologiques avancées pour structurer et exécuter des opérations commerciales complexes et à forte rentabilité.

Les accords de partage des risques constituent un instrument stratégique pour renforcer les relations de la BADIA avec son réseau de banques correspondantes. Ils offrent un cadre de coopération qui sert les intérêts de toutes les parties et contribue à :

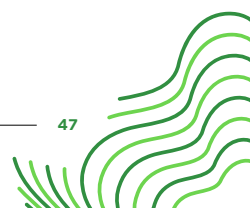
- Faciliter les paiements transfrontaliers.
- Renforcer les instruments de financement du commerce, tels que les lettres de crédit et le financement des crédits documentaires.
- Soutenir les opérations commerciales et de développement dans les pays africains bénéficiaires.

Ces accords illustrent l'engagement de la Banque à développer des solutions innovantes et durables dans le domaine du financement du commerce, renforçant ainsi son rôle de catalyseur de la croissance économique et de l'intégration régionale en Afrique.

Opérations achevées et leur impact sur le développement

Opérations du secteur public

Au cours de l'année 2024, l'exécution de 8 projets du secteur public a été achevée, auxquels la Banque a contribué par un financement de 119,1 millions de dollars, et dont ont bénéficié 5 pays africains. Ces projets comprenaient 7 projets dans l'axe stratégique relatif à l'investissement dans les infrastructures pour un montant de 99,1 millions de dollars, dont 3 projets dans le secteur des routes et des ponts en Gambie et en Guinée, un (1) projet dans le secteur de la santé à Maurice, un (1) projet dans le secteur de l'eau au Malawi, et deux (2) projets dans les secteurs du développement urbain et de l'éducation en Côte d'Ivoire. Ils comprenaient également un (1) projet dans l'axe stratégique relatif au développement des chaînes de valeur agricoles en Guinée, financé à hauteur de 20 millions de dollars.



Impact de développement réalisé

Indicateur	Résultat
Secteur des routes et des ponts 	
Autoroutes construites	22 Km
Ponts de moyenne portée	3 ponts
Réduction du temps de voyage	80%
Nombre de bénéficiaires annuels	5,350,000
Indicateur	Résultat
Secteur de l'eau 	
Eau potable produite (m ³ /jour)	31 000
Conduites de transport d'eau (km)	38
Réseau de distribution (km)	303
Augmentation de la capacité des réservoirs (m ³)	11 500
Réduction des pertes en eau (%)	15%
Raccordements domestiques	10 000
Nombre de bénéficiaires	184 000
Points d'eau publics (nombre)	45
Réduction du taux de prévalence des épidémies hydriques (%)	2
Indicateur	Résultat
Secteur de la santé 	
Bâtiments construits (m ²)	60 000
Nombre de lits ajoutés	550
Capacité supplémentaire des consultations externes (patients/an)	10 000
Population des zones bénéficiaires	165 000
Réduction du ratio habitants/lit	de 500 à 300

Indicateur

Résultat

Secteur de l'éducation



Bâtiments construits (m ²)	6 770
Bâtiments réhabilités (m ²)	6 850
Stagiaires annuels (nombre)	1 800
Fourniture d'équipements de laboratoires et d'ateliers (coût en dollars)	5,170,000

Indicateur

Résultat

Secteur du développement urbain



Longueur des ponts construits (m)	70
Berges de fleuve protégées (m)	400
Barrières en béton (m)	300

Indicateur

Résultat

Secteur de l'agriculture



Nombre de ménages bénéficiaires	38 000
Superficies irriguées (hectares)	975
Puits tubulaires (nombre)	160
Puits creusés et équipés de pompes (nombre)	400
Entrepôts construits (nombre)	11
Routes rurales construites (km)	350
Intrants agricoles fournis (tonnes)	1 068
Arbres plantés (nombre)	85 800
Centre de formation agricole créé (nombre)	2
Agriculteurs formés (nombre)	3 227
Points d'eau publics créés (nombre)	43



Opérations du secteur privé

Dans le cadre du soutien à la croissance du secteur privé et de l'élargissement des opportunités de financement, deux (2) opérations de financement du secteur privé ont été achevées en 2024, auxquelles la Banque a contribué pour un montant total de 36 millions de dollars américains, au profit d'institutions de développement local dans la région de l'Afrique de l'Ouest. Ces opérations visent à stimuler l'activité économique et à renforcer le rôle du secteur privé dans le développement, en appuyant les institutions financières qui accordent un financement direct aux petites et moyennes entreprises.

Opérations de subventions d'assistance technique et de développement des capacités

En 2024, la Banque a poursuivi le renforcement de ses programmes dans le domaine du développement des capacités humaines et institutionnelles, à travers l'exécution de 45 opérations d'assistance technique, ayant bénéficié à 15 pays africains, en plus d'organisations et de regroupements régionaux. La valeur totale de ces subventions s'est élevée à 11,13 millions de dollars américains, répartis comme suit:



- 13 opérations dans le domaine des projets pilotes et de l'échange de connaissances **4,63 millions de dollars.**
- 19 opérations dans le domaine des conférences, forums et ateliers: **3,25 millions de dollars.**
- 5 opérations de formation spécialisée: **1,41 million de dollars.**
- 3 opérations de mise à disposition d'experts: **750,000 dollars.**
- 3 opérations d'élaboration d'études: **425,000 dollars.**
- 2 opérations de soutien institutionnel: **665,000 dollars.**

Impact de développement réalisé



- Formation des cadres gouvernementaux dans des pays tels que l'Éthiopie et la Tanzanie,
- Autonomisation des femmes à travers le développement des compétences entrepreneuriales,
- Appui aux institutions financières par le renforcement des compétences techniques et administratives,
- Élaboration d'études de faisabilité stratégiques pour des projets vitaux tels que les centres de données et les services de cloud,
- Renforcement de l'infrastructure du savoir par le soutien à des institutions éducatives et de recherche comme le Centre africain de mathématiques,
- Organisation et parrainage de manifestations spécialisées sur des questions de développement telles que la désertification et l'analphabétisme, ce qui a contribué à l'intégration régionale et à l'échange de connaissances.

Signature et mise en vigueur d'accords de prêt

L'année 2024 a été marquée par une activité notable dans le domaine de la signature et de la mise en vigueur d'accords de prêt, avec:

La signature de 12 accords de prêt avec 5 pays africains et 7 institutions financières locales et régionales, pour un montant total de

542,322 millions de dollars et 210 millions d'euros

L'annonce de la mise en vigueur de 17 accords de prêt avec 10 pays africains et 7 institutions régionales, pour un financement total de

904,722 millions de dollars et 150 millions d'euros

Ces accords traduisent l'expansion continue des opérations de la Banque et le renforcement de sa capacité à répondre aux besoins des pays membres, dans un cadre de développement efficace et diversifié.

Signature de mémorandums d'entente

Dans le cadre de son engagement à établir des partenariats stratégiques favorisant le développement durable en Afrique subsaharienne, la Banque a signé en 2024 quatre mémorandums d'entente avec des institutions régionales et internationales de premier plan, visant à mettre en place un cadre général de coopération et d'échange d'expertises techniques, ainsi qu'à soutenir l'exécution efficace des opérations de développement. Ces partenariats incluent:

“Renforcement des partenariats pour le développement durable,,



- **L'Organisation Arabe pour l'Investissement et le Développement Agricole:** pour renforcer l'intégration agricole arabo-africaine.
- **La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (BRVM):** pour développer la coopération économique et renforcer la stabilité financière dans la région.
- **Le Secrétariat général de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf / AfCFTA):** dans une démarche stratégique visant à fluidifier les échanges commerciaux sur le continent et à renforcer le commerce arabo-africain et intra-africain.
- **Le Centre International pour l'Agriculture Biosaline (ICBA):** afin d'élargir les activités du centre en Afrique subsaharienne, de renforcer les capacités des pays face aux défis climatiques et de promouvoir l'innovation agricole.

Ces partenariats reflètent l'orientation de la Banque vers le renforcement de la coopération multilatérale et la mobilisation de compétences et d'expertises variées pour atteindre un impact de développement durable et mesurable.

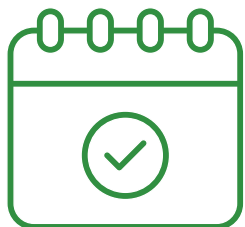


Participation aux activités de développement

En 2024, la Banque a poursuivi sa participation active dans les principales plateformes internationales et régionales consacrées au développement économique, dans le cadre de son engagement à suivre les évolutions mondiales, à renforcer ses relations avec les partenaires stratégiques et à explorer de nouvelles perspectives de coopération en appui à ses efforts pour atteindre ses objectifs de développement en Afrique.

Réunions annuelles des institutions financières internationales et de développement

La Banque a pris part à plusieurs réunions annuelles de haut niveau, parmi lesquelles:



- Les réunions de printemps de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, tenues à Washington, États-Unis d'Amérique, du 19 au 21 avril 2024, ainsi qu'aux assemblées annuelles des deux institutions, du 21 au 26 octobre 2024.
- Les assemblées annuelles du Groupe de la Banque Africaine de Développement, tenues à Nairobi, Kenya, du 27 au 31 mai 2024.
- Les assemblées annuelles du Groupe de la Banque Islamique de Développement, organisées à Riyad, Royaume d'Arabie Saoudite, du 27 au 30 avril 2024.

Ces réunions ont offert à la Banque une occasion précieuse de prendre connaissance des dernières évolutions économiques mondiales, de discuter des défis et opportunités dans les pays africains bénéficiaires, ainsi que de consolider ses relations avec les institutions financières régionales et internationales.

Forum mondial de l'investissement pour les entrepreneurs – Manama

La Banque a participé au Forum mondial de l'investissement pour les entrepreneurs, tenu à Manama, Royaume de Bahreïn, du 13 au 15 mai 2024, visant à renforcer les partenariats entre les entrepreneurs en Afrique et dans le reste du monde. Ce forum a constitué une plateforme de dialogue constructif entre entrepreneurs, gouvernements et institutions financières, au cours duquel ont été présentées les meilleures pratiques pour la création d'un environnement favorable aux entreprises émergentes, et pour la promotion de la culture de l'innovation et de l'entrepreneuriat sur le continent.

“Présence mondiale active dans les plateformes de développement internationales et régionales pour élargir les perspectives de coopération,,



Forum d'investissement conjoint avec la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)

Dans le cadre de la coopération avec les regroupements régionaux, la Banque a participé au Forum d'investissement conjoint avec la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), tenu à Harare, Zimbabwe, le 14 août 2024. Le forum a examiné les moyens de renforcer la coopération en matière de développement entre la Banque et la SADC, à travers l'examen des priorités de développement des pays d'Afrique australe et l'exploration des domaines possibles de soutien. Un mémorandum d'entente a été signé entre les deux parties, visant à approfondir le partenariat et à appuyer l'intégration économique régionale.

Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification – COP UNCCD

La Banque a participé à la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (COP UNCCD), qui s'est tenue à Riyad, Royaume d'Arabie Saoudite, du 2 au 13 décembre 2024, avec une participation de haut niveau incluant des chefs d'État, des ministres et des dirigeants d'organisations internationales.

Parmi les principaux résultats du congrès figure l'annonce par le Groupe de Coordination Arabe d'un engagement financier de 10 milliards de dollars américains d'ici 2030 pour lutter contre la désertification, la sécheresse et la dégradation des sols. Les représentants de la Banque ont pris part à plusieurs sessions principales, ainsi qu'à des réunions parallèles avec des délégations de pays et d'organisations partenaires, afin d'examiner les moyens de renforcer la coopération dans la lutte contre les défis du changement climatique et de la dégradation des ressources naturelles en Afrique.





Chapitre II

Renforcement de l'Efficacité Institutionnelle pour Accroître l'Impact du Développement





Chapitre II | Renforcement de l'Efficacité Institutionnelle pour Accroître l'Impact du Développement

Amélioration de la performance institutionnelle: un parcours d'évolution vers l'excellence

Dans sa quête de l'excellence et afin de renforcer ses capacités institutionnelles, la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique a poursuivi en 2024 la mise en œuvre d'un ensemble d'initiatives stratégiques visant à accroître l'efficacité opérationnelle, à consolider les fondements de la gouvernance et à améliorer la qualité des services financiers et de développement fournis aux pays africains bénéficiaires. La Banque a réalisé une avancée notable dans ses notations de crédit au cours de l'année, obtenant la note Aa1 de l'agence Moody's avec une perspective stable, la note AA de l'agence Standard & Poor's avec une perspective positive, et la note AAA de l'Agence japonaise de Notation de Crédit (JCR) avec une perspective stable. Ces notations reflètent la forte confiance dans la solidité financière de la Banque, la robustesse de sa structure en capital, la qualité de ses actifs ainsi que son efficacité dans la gestion des risques et de la liquidité. La Banque a également poursuivi la diversification de ses sources de financement, à travers l'émission de sa première obligation durable d'un montant de 500 millions d'euros dans le cadre d'un financement à moyen terme, une étape qui renforce sa présence sur les marchés internationaux et appuie ses objectifs de développement.

“Diversification des sources de financement,,

Engagement envers les normes mondiales de qualité et de durabilité

La Banque a réaffirmé son engagement envers les normes internationales en menant toutes les étapes de l'audit annuel de certains systèmes de qualité qu'elle avait déjà obtenus, tout en obtenant de nouvelles certifications de qualité au cours de l'année 2024, ce qui comprenait :

**Gestion de la qualité
ISO 9001**

**Management
environnemental
ISO 14001**

**Gouvernance institutionnelle
ISO 37000**

**Sécurité de l'information
ISO/IEC 27001**

**Services de technologies
de l'information
ISO/IEC 20000-1**

**Responsabilité sociétale
ISO 26000**

Ces certifications constituent une preuve de l'engagement de la Banque à se conformer aux meilleures normes mondiales en matière de durabilité, de protection de l'environnement et de prestation de services hautement performants.

Gouvernance solide et gestion intégrée des risques

Le cadre de gouvernance de la Banque repose sur les principes de transparence, de responsabilité et de bonne gestion, soutenus par des politiques avancées en matière de gestion des risques et de lutte contre le blanchiment d'argent, ainsi que par l'intégrité institutionnelle et la conformité aux normes internationales. En 2024, la Banque a continué de renforcer ses capacités dans la gestion des risques opérationnels et de crédit, grâce à l'utilisation de systèmes et de technologies modernes qui soutiennent sa résilience et sa durabilité. Au cours de l'année, les fonctions de conformité et d'intégrité ont été intégrées dans une structure unifiée afin d'assurer une cohérence opérationnelle et de supervision, et de renforcer le respect des législations locales et internationales, reflétant ainsi l'approche de la Banque visant à instaurer un environnement de travail fondé sur la transparence et la responsabilité.

Transformation numérique: un pilier fondamental vers l'avenir

La Banque a entrepris avec assurance son parcours de transformation numérique, en modernisant son infrastructure technologique et en développant ses capacités en matière d'analyse de données et d'applications de l'intelligence artificielle, tout en respectant les normes les plus strictes de cybersécurité. Elle a entamé la transition vers le système avancé de planification des ressources institutionnelles SAP S/4HANA, qui renforcera l'efficacité des opérations et améliorera la qualité de la prise de décision.

Évaluation indépendante des projets: un bond vers le renforcement de l'impact du développement

Dans le cadre de son engagement à mesurer l'impact de ses opérations de développement, la Banque a mis en place un système indépendant d'évaluation des projets après leur exécution, afin d'améliorer la qualité des opérations futures et de tirer parti des enseignements acquis. En 2024, des projets dans les secteurs de l'électricité, des routes, du commerce et du développement des capacités ont été évalués, les rapports ont documenté clairement l'impact de développement de ces opérations à travers les visites de terrain et les rencontres avec les bénéficiaires et les parties prenantes.





Renforcement de la communication institutionnelle et de l'identité institutionnelle

En 2024, la Banque a œuvré au développement de son identité institutionnelle et au lancement d'un nouveau site internet reflétant les orientations stratégiques modernes. Elle a également élargi son utilisation des plateformes numériques et renforcé sa présence médiatique aux niveaux local et international à travers des partenariats médiatiques, la couverture de ses événements et la publication de rapports périodiques favorisant la transparence et l'ouverture.

Structure institutionnelle flexible et nouveau départ depuis Riyad

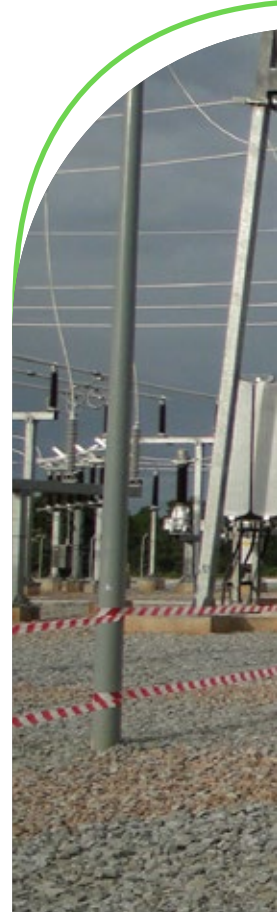
À la suite du transfert temporaire de son siège à Riyad, Royaume d'Arabie Saoudite, la Banque a réalisé des avancées notables dans la finalisation de sa structure organisationnelle, l'expansion de ses départements et le renforcement de son environnement de travail, garantissant ainsi la continuité des opérations avec une grande efficacité. Elle a également entamé la mise en œuvre d'initiatives stratégiques visant à améliorer les avantages professionnels, à développer les ressources humaines et à favoriser l'échange d'expériences avec des institutions financières et de développement régionales et internationales.

Rapport sur l'efficacité du développement 2024:

Renforcer la transparence et évaluer l'impact du développement

L'année 2024 a vu la publication de la première édition du Rapport sur l'efficacité du développement en Afrique, qui constitue une étape importante vers le renforcement de la transparence et l'évaluation objective de l'impact de la Banque dans le soutien au développement durable et à la promotion de la coopération arabo-africaine. Le rapport met en lumière la performance de la Banque dans la réalisation de sa vision de développement, à travers la présentation des progrès accomplis dans le soutien au développement économique et social à travers le continent. Il fournit également une évaluation globale du niveau de mise en œuvre des axes de la « Stratégie 2030 de la Banque », en mettant l'accent sur les réalisations de 2024, les enseignements tirés et les défis persistants, contribuant ainsi à orienter le travail futur avec efficacité et efficience.

Le rapport vise également à renforcer la communication avec les parties prenantes — gouvernements partenaires, agences de développement, organisations de la société civile et autres partenaires du développement — afin de construire des partenariats plus solides et durables pour faire avancer le développement inclusif en Afrique. Il a également présenté le cadre général de mesure des résultats des opérations de développement de la Banque, instauré pour la première fois en 2024. Ce cadre repose sur la Stratégie 2030 de la BADIA et ses politiques en matière de suivi et d'évaluation, et constitue une référence fondamentale pour la préparation des futurs rapports sur l'efficacité du développement, renforçant ainsi la cohérence et la fiabilité des données et contribuant à maximiser l'impact de développement des opérations de financement.





Stratégie BADEA 2030

Définit l'orientation stratégique à long terme et les priorités de développement

Cadre de résultats de la BADEA

Traduit les priorités en objectifs exécutables; indicateurs de performance, et plan de suivi et évaluation

Politique de la BADEA de suivi et d'évaluation

Fournit des principes directeurs et de protocoles pour exécuter le cadre de résultats unifié

Les Opérations de la BADEA

Les projets s'alignent avec la vision stratégique et réalisent les résultats traduits à travers le cadre de résultats et la politique de suivi et d'évaluation

Etablissement des liens solides avec les gouvernements, les agences de développement et les organisations de la société civile, ainsi que d'autres institutions





Chapitre III

Situation Financière au 31 Décembre 2024



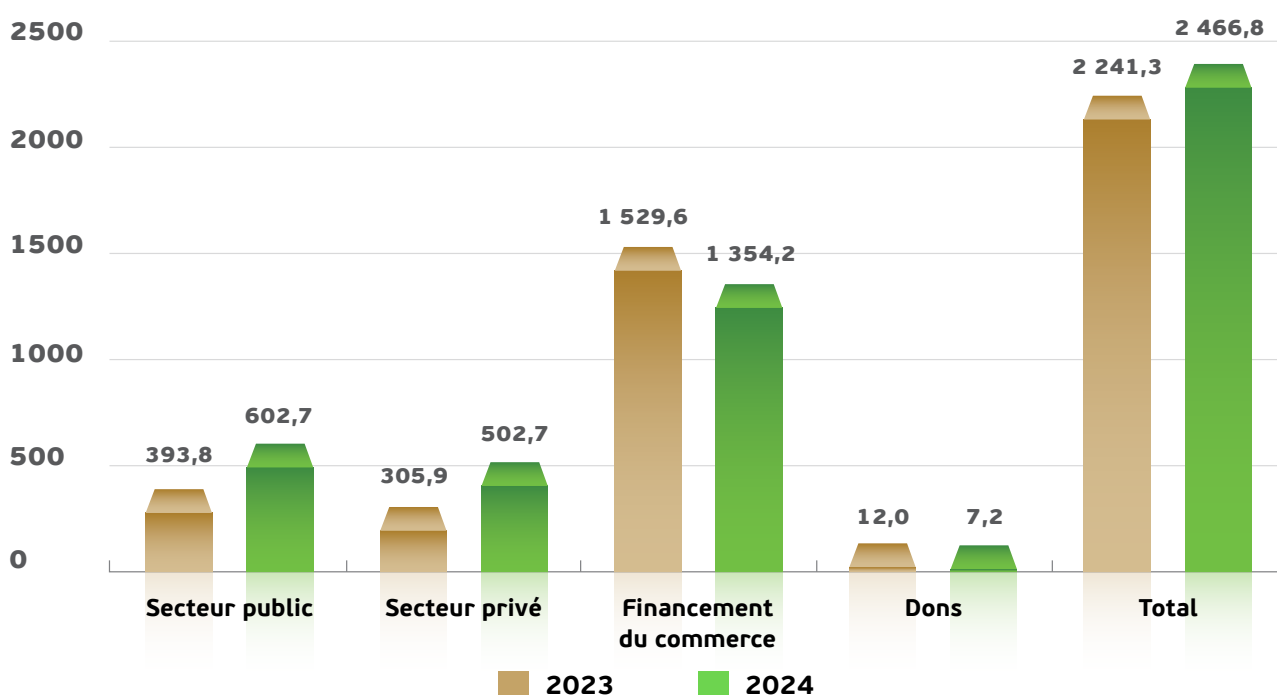


Chapitre III | Situation Financière au 31 Décembre 2024

Engagements financiers

Le montant total des engagements financiers de la Banque en faveur des pays bénéficiaires de son assistance pour l'année 2024 s'est élevé à 2 466,8 millions de dollars, répartis comme suit: 602,7 millions de dollars pour les prêts au secteur public, 502,7 millions de dollars pour les prêts au secteur privé, 1 354,2 millions de dollars pour le financement du commerce, et 7,2 millions de dollars sous forme de dons. À titre de comparaison, les engagements totaux pour l'année 2023 se chiffraient à 2 241,3 millions de dollars, dont 393,8 millions de dollars pour les prêts au secteur public, 305,9 millions de dollars pour les prêts au secteur privé, 1 529,6 millions de dollars pour le financement du commerce, et 12 millions de dollars pour les dons.

Répartition des engagements de prêts et dons en 2024 par rapport à 2023 (en millions de dollars américains)



Il convient de noter que le montant cumulé des engagements de la Banque depuis le début de ses activités de financement en 1975 jusqu'à fin 2024 s'élève à 15 539 millions de dollars.

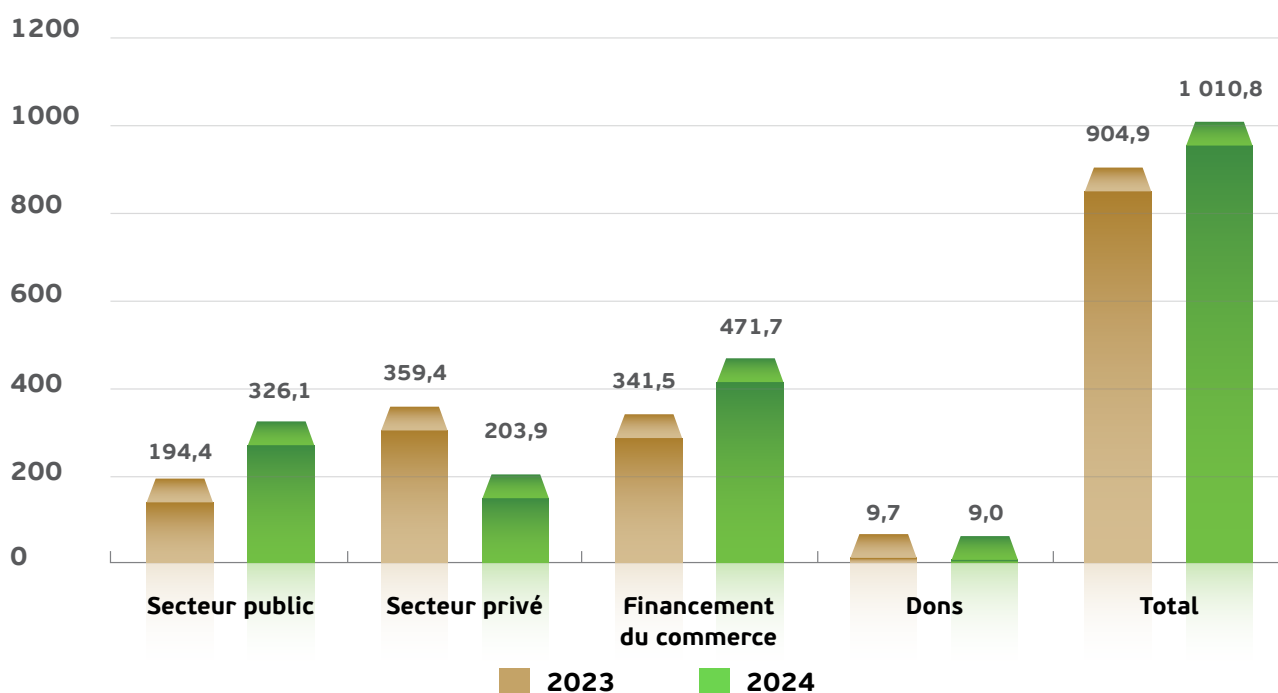
Décaissements et remboursements

Le montant total des décaissements au titre des prêts au secteur public en 2024 s'est élevé à 326,1 millions de dollars, contre 194,4 millions de dollars en 2023, soit une augmentation de 131,7 millions de dollars représentant 67,8%. Les décaissements relatifs aux prêts au secteur privé ont atteint 203,9 millions de dollars en 2024, contre 359,4 millions de dollars en 2023, enregistrant ainsi une baisse de 155,5 millions de dollars, soit 43,3%. Pour ce qui est des lignes de financement du commerce, les décaissements se sont élevés à 471,7 millions de dollars en 2024, contre 341,5 millions de dollars en 2023, soit une augmentation de 130,3 millions de dollars représentant environ 38,1%.



Les décaissements au titre des dons ont atteint 9 millions de dollars en 2024, contre 9,7 millions de dollars en 2023, ce qui représente une diminution de 0,6 million de dollars, soit environ 6,3%. Ainsi, le montant total des décaissements effectués en 2024 pour les prêts au secteur public et au secteur privé, les lignes de financement du commerce et les dons, s'est établi à 1 010,8 millions de dollars, contre 904,9 millions de dollars en 2023, soit une augmentation de 105,9 millions de dollars représentant environ 11,7%.

Situation des décaissements de prêts et de dons en 2024 comparée à 2023 (en millions de dollars américains)



Le total cumulé des décaissements des prêts des secteurs public et privé ainsi que des lignes de financement du commerce a atteint, à la fin de l'année 2024, un montant de 6 984 millions de dollars, contre 5 982,3 millions de dollars à la fin de l'année 2023. En y ajoutant les dons, le total cumulé des décaissements s'élève, à la fin de l'année 2024, à 7 159,5¹ millions de dollars, contre 6 148,7² millions de dollars à la fin de l'année 2023. Ainsi, le ratio du total cumulé des décaissements par rapport au total net cumulé des engagements atteint, à la fin de l'année 2024, environ 53% (contre 56% à la fin de l'année 2023).

¹ Les retraits incluent les dons déduits des revenus, s'élevant à 175,5 millions de dollars américains à la fin de l'année 2024.

² Les retraits incluent les dons déduits des revenus, s'élevant à 166,5 millions de dollars américains à la fin de l'année 2023.

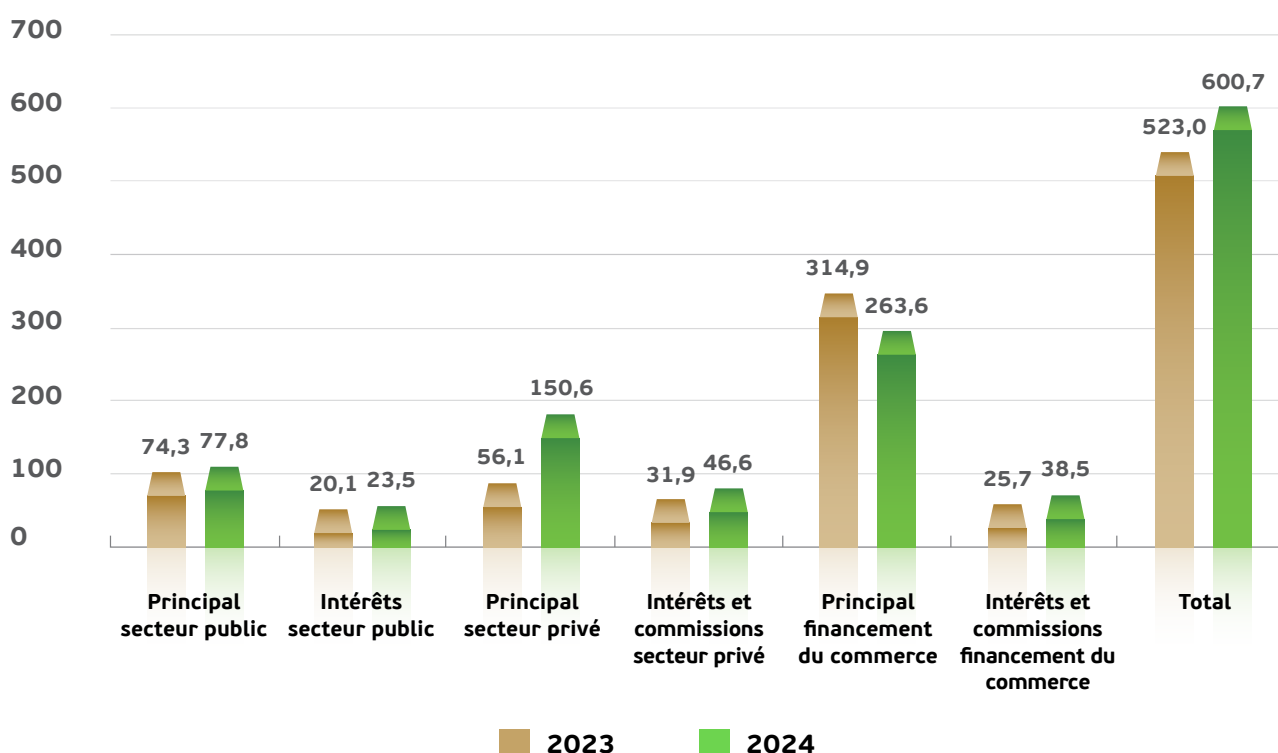


S'agissant des remboursements, le montant total des échéances des prêts du secteur public remboursées au cours de l'année 2024 s'élève à 77,8 millions de dollars, contre 74,3 millions de dollars en 2023, soit une augmentation de 3,5 millions de dollars représentant 4,7%. Le total des intérêts perçus sur les prêts du secteur public s'établit à 23,5 millions de dollars en 2024, contre 20,1 millions de dollars en 2023, soit une hausse de 3,4 millions de dollars, équivalant à environ 17%.

Pour ce qui est du secteur privé, les échéances des prêts remboursées atteignent 150,6 millions de dollars en 2024, contre 56,1 millions de dollars en 2023, soit une hausse de 94,6 millions de dollars représentant 168,6%. Le total des intérêts et commissions perçus sur les prêts du secteur privé s'élève à 46,6 millions de dollars en 2024, contre 31,9 millions de dollars en 2023, soit une augmentation de 14,7 millions de dollars représentant 46%.

En ce qui concerne les lignes de financement du commerce, le montant total des remboursements du principal atteint 263,6 millions de dollars en 2024, contre 314,9 millions de dollars en 2023, soit une baisse de 51,3 millions de dollars, équivalant à environ 16,3%. En revanche, le total des intérêts et commissions perçus sur ces lignes s'établit à 38,5 millions de dollars en 2024, contre 25,7 millions de dollars en 2023, soit une augmentation de 12,8 millions de dollars, représentant environ 50%.

Situation des remboursements en 2024 comparée à 2023 (en millions de dollars américains)



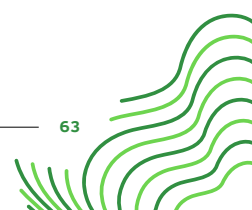


Ainsi, le total des montants perçus au titre du principal, des intérêts et des commissions des prêts des secteurs public et privé ainsi que des lignes de financement du commerce atteint, en 2024, 600,7 millions de dollars, contre 523 millions de dollars en 2023, soit une augmentation de 77,7 millions de dollars représentant 14,8%.

Le montant cumulé total recouvré par la Banque au titre du principal des prêts et des lignes de financement du commerce a atteint 3 352,6 millions de dollars à la fin de l'année 2024, contre 2 863,5 millions de dollars à la fin de l'année 2023. Quant au montant cumulé des intérêts et commissions perçus, il s'est établi à 918,1 millions de dollars à la fin de 2024, contre 840,4 millions de dollars à la fin de 2023.

Investissements de la BADEA en 2024

- Le montant net des investissements s'est élevé à 1 986,7 millions de dollars à la fin de l'année 2024, contre 2 266,0 millions de dollars à la fin de 2023, soit une baisse de 279,3 millions de dollars. Cette diminution est principalement due aux retraits effectués sur les portefeuilles de la Banque pour un montant total de 557,2 millions de dollars, partiellement compensés par la bonne performance des investissements au cours de l'année.
- Les investissements gérés à l'extérieur ont généré un revenu de 149,8 millions de dollars en 2024, avec un taux de rendement de 6,79%, contre un revenu de 245,2 millions de dollars en 2023, avec un rendement de 7,58%, soit une baisse de 95,4 millions de dollars. Cette diminution est essentiellement attribuable à la réduction de la taille des portefeuilles d'investissement en raison des retraits, ainsi qu'à l'augmentation de la volatilité des marchés.
- En 2024, les portefeuilles d'actions ont occupé la première place en termes de revenus générés, avec 84,2 millions de dollars, représentant 56,24 % du revenu total des investissements de la Banque pour l'année. Elles sont suivies par les investissements dans les portefeuilles de revenu fixe à rendement absolu, qui ont généré 17,2 millions de dollars, soit 11,49% du total. En troisième position viennent les investissements dans les portefeuilles de sukuks, avec un revenu de 13,2 millions de dollars, représentant 8,80%. Ensuite figurent les investissements dans les portefeuilles de revenu fixe des marchés émergents et ceux à rendement relatif, qui ont généré respectivement 12,7 millions de dollars (8,45%) et 12,3 millions de dollars (8,19 %) du revenu total des investissements gérés à l'extérieur.



Engagements annuels de la BADIA au cours de la période 1975-2024

Année	Engagements	Année	Engagements
1974	-	1999	119,5
1975	85,5	2000	124,0
1976	62,0	2001	129,2
1977	66,3	2002	134,4
1978	72,9	2003	140,0
1979	49,1	2004	145,0
1980	72,0	2005	159,9
1981	76,0	2006	169,9
1982	90,0	2007	179,6
1983	83,9	2008	190,0
1984	88,0	2009	200,0
1985	73,8	2010	200,0
1986	58,6	2011	200,0
1987	71,4	2012	200,0
1988	66,7	2013	200,0
1989	72,0	2014	200,0
1990	73,7	2015	410,0
1991	74,2	2016	506,0
1992	73,7	2017	529,6
1993	74,7	2018	565,0
1994	74,3	2019	599,2
1995	79,9	2020	870,2
1996	89,9	2021	816,9
1997	99,8	2022	2 004,6
1998	109,9	2023	2 241,3
		2024	2 466,8
Total: 15 539 millions USD			





Rapport financier de la BADEA au 31 décembre 2024

État de la situation financière	31/12/2024 (M.D)	31/12/2023 (M.D)	Différence (M.D)
Investissements nets	1 986,684	2 266,032	(279,348)
Soldes nets des prêts	3 044,029	2 781,506	262,523
Financement net du commerce	634,199	437,942	196,257
Trésorerie et équivalents de trésorerie	687,598	288,028	399,570
Total de l'actif	6 553,025	5 968,480	584,545
Obligations	517,750	0,000	517,750
Dépôts d'une autre institution financière	103,550	110,465	(6,915)
Prêts d'une autre institution financière	0,000	149,128	(149,128)
Total du passif	772,698	368,218	404,480
Total des capitaux des États membres	5 780,327	5 600,262	180,065
Résultat net	209,266	292,018	(82,752)
Revenus et dépenses	(01/01 - 31/12/2024) (M.D)	(01/01 - 31/12/2023) (M.D)	Différence (M.D)
Revenus des investissements			
Portefeuilles à revenu fixe – rendement relatif	12,275	55,495	(43,220)
Portefeuilles à revenu fixe – rendement absolu	17,207	20,893	(3,686)
Portefeuilles à revenu fixe – marchés émergents	12,664	14,646	(1,982)
Portefeuilles actions	84,239	138,036	(53,797)
Revenus du portefeuille de financement du commerce mondial – géré à l'extérieur	4,806	4,090	0,716
Portefeuille de sukuk	13,177	8,304	4,873
Dividendes des institutions financières	5,349	3,573	1,776
Prêt de titres	<u>0,074</u>	<u>0,147</u>	<u>(0,073)</u>
Total revenus des investissements	149,791	245,184	(95,393)



État de la situation financière	31/12/2024 (M.D)	31/12/2023 (M.D)	Différence (M.D)
Revenus des prêts			
Le secteur public	22,370	19,287	3,083
Le secteur privé	<u>55,661</u>	<u>41,168</u>	<u>14,493</u>
Total revenus des prêts	78,031	60,455	17,576
Revenus du financement du commerce	38,063	29,828	8,235
Intérêts sur dépôts bancaires et comptes à vue	30,804	8,605	22,199
Gains de change et valorisation dérivés/autres	<u>1,293</u>	<u>2,170</u>	<u>(0,877)</u>
Total revenus	297,982	346,242	(48,260)
Dépense administrative totale	35,149	26,867	8,282
Transfert du siège et soutien matériel au personnel	5,620	4,031	1,589
Frais de cérémonies	2,066	0,000	2,066
Autres dépenses	0,016	0,016	0,000
Amortissement des immobilisations	<u>0,677</u>	<u>0,757</u>	<u>(0,080)</u>
Total dépenses	43,528	31,671	11,857
Intérêts sur obligations et décote non amortie	20,923	0,000	20,923
Intérêts sur dépôts à court terme	9,531	4,529	5,002
Dons versés aux pays bénéficiaires	<u>9,045</u>	<u>9,654</u>	<u>(0,609)</u>
Résultat net avant provisions	<u>214,955</u>	<u>300,388</u>	<u>(85,433)</u>
Provision pour dépréciation d'actifs	(5,317)	(8,109)	2,792
Provision pour prêts	<u>(0,372)</u>	<u>(0,261)</u>	<u>(0,111)</u>
Résultat net pour la période 1/1 - 31/12	<u>209,266</u>	<u>292,018</u>	<u>(82,752)</u>



Chapitre IV

Opérations
Approuvées en
2024





Chapitre IV | Opérations Approuvées en 2024

a) Projets du secteur public (En millions de dollars)

Bénéficiaire	Nom du Projet	Coût total	Prêt de la BADA	Partenaires financiers	Objectifs
Ouganda	Construction de la route "Nibi – Guli"	23	20	Gouvernement	Renforcer l'égalité d'accès au développement social et économique, relier l'Ouganda à la RDC, améliorer l'efficacité et la sécurité du réseau routier national, renforcer le commerce et réduire les coûts de transport des intrants agricoles, reliant ainsi les zones de production agricole aux centres urbains.
Cameroun	Développement des chaînes de valeur du riz	121,49	20	Banque islamique, Fonds saoudien, Fonds d'Abu Dhabi, Gouvernement	Développer les chaînes de valeur du riz, augmenter la productivité (de 4 t/ha à 6 t/ha), accroître la production (de 5 000 t à 42 000 t/an), créer 210 000 emplois permanents, réduire la pauvreté et la malnutrition et le pourcentage d'enfants avant 5 ans qui souffrent de retard de la croissance.
Nigéria	Programme intégré de développement à l'État de Borno (Phase I)	57,66	50	Gouvernement	Développer 2 398 ha de terres irriguées, améliorer la chaîne de valeur de l'élevage, faciliter l'accès aux intrants agricoles et aux marchés (55 km de routes), construire des logements pour agriculteurs et former les agriculteurs et éleveurs aux techniques modernes et intelligentes.
Rwanda	Extension des réseaux de transport et de distribution de la station de traitement d'eau "Karing"	94,1	20	Fonds OPEP, Fonds saoudien, Fonds Abu Dhabi, Gouvernement	Fournir un accès sûr à l'eau potable à Kigali et Rwamagana pour 500 000 habitants d'ici 2035 (contre 120 000 actuellement), augmenter la production d'eau de 120 000 m³/jour d'ici 2042, à l'horizon de 2035 le projet contribuera à accroître le pourcentage d'approvisionnement en eau potable dans sa région de 46% actuellement à 100%, et réduire les pertes dans le réseau de 42% à 25%.
Mozambique	Construction et équipement de deux lycées (Tete et Nampula)	21,71	20	Gouvernement	Développer l'enseignement secondaire, élargir les infrastructures scolaires et faciliter l'accès des élèves aux régions souffrant d'un déficit dans le nombre d'écoles secondaires, et la fourniture de moyens pédagogiques pour deux écoles secondaires dans les régions de Tete et Nampula.
Sierra Leone	Construction de la route "Boia – Bendioucha"	60	55	Gouvernement	Relier les zones agricoles et touristiques, améliorer l'accès aux biens et services de transport, renforcer les services socio-économiques par la fourniture d'infrastructures de haute capacité dans la zone du projet et le renforcement de la productivité agricole, et donc la réduction de la dépendance du pays aux importations.
Sénégal – Mali	Construction du barrage multifonctionnel de Goubassi (2 prêts)	315	100	Fonds saoudien, Fonds arabe, Gouvernements Sénégal, Mali et Mauritanie, Société de gestion de l'énergie de Manantali	Créer un lac artificiel d'une capacité nette de 2,9 milliards m³, ce qui permet de réguler les approvisionnements en eau à partir de la vallée de la Falémé pour renforcer les diverses utilisations des ressources hydriques surtout pour les cultures irriguées (31 000 ha), fournir une capacité de production d'électricité de 18 MW et améliorer la navigation fluviale de manière pérenne sur 905 km (en aval) avec un débit supplémentaire de 80 m³/s, pour que le débit total du fleuve atteigne 200 m³/s à partir de la ville de Bakel.



Bénéficiaire	Nom du Projet	Coût total	Prêt de la BADEA	Partenaires financiers	Objectifs
Cameroun	Soutien à l'enseignement fondamental dans 7 régions	94	30	Banque islamique, Partenariat mondial pour l'éducation, Gouvernement	Assurer l'accès à l'éducation primaire pour 154 000 élèves dans 100 écoles dans 7 régions, fournir des programmes aux groupes marginalisés, offrir un appui au filles dans les régions rurales, augmenter le taux d'achèvement de l'enseignement primaire de 73% à 95%, développer les programmes de l'enseignement, créer des plateformes d'éducation à distance, améliorer le programme de nutrition scolaire et créer des opportunités d'emploi au environ de 1500 nouveaux enseignants.
Burundi	Construction de la route nationale n°16 (Phase II: Mutambara – Bururi & Kibaya – Muyia)	118	60	Fonds saoudien, Gouvernement	Désenclaver la capitale Gitega et la relier au sud du pays, améliorer l'accès aux régions traversés par la route, et renforcement des investissements achevés dans la première phase. Œuvrer à réduire les coûts de transport (8 000 en 2024 → 5 500 à la fin de son exécution en 2028 FBU), réduire le temps de parcours avec de plus de 50% (1h50 en 2024 → moins de 44 min en 2028) et favoriser l'intégration agricole, touristique et urbaine au milieu et sud du pays.
Côte d'Ivoire	Soutien à la compagnie aérienne ivoirienne pour l'acquisition d'avions (Phase I)	172,50	76,60	BOAD, Compagnie aérienne ivoirienne	Développer des vols long-courriers, ce qui contribue à améliorer la connectivité régionale avec les marchés internationaux, faire d'Abidjan un hub principal en Afrique du centre et de l'ouest et son renforcement en tant que hub régional de transport aérien en augmentant le nombre des voyageurs en transit, et le renforcement de la compétitivité de la compagnie et garantir son développement continue à travers l'amélioration de la qualité de ses services.
Tchad	Projet intégré de développement rizicole dans la plaine Chari-Logone (Phase II)	37,51	20	Fonds OPEP, Gouvernement	Accroître les surfaces irriguées, améliorer la productivité, créer des opportunités d'emplois pour les habitants des zones rurales dans la plaine Chari-Logone et développer les chaînes de valeur agricoles prioritaires, augmenter la production du riz, du maïs, des légumes et des poissons. Dans l'objectif d'assurer la sécurité alimentaire des habitants, augmenter le revenu des agriculteurs, améliorer leurs conditions de vie et diminuer l'exode rural.
Régional	Soutien à l'augmentation du capital du Fonds africain de solidarité (17 prêts)	120,8	120,8	—	Soutenir les PME dans 17 pays africains en leur permettant d'accéder aux financements nécessaires à l'élargissement de leurs activités, ce qui contribue à l'augmentation des taux de croissance, offrir les opportunités d'emplois, et renforcement des capacités d'exportation. L'opération contribue à réaliser l'intégration régionale à travers la garantie des opérations d'échange commerciale entre les pays membres, et promouvoir l'infrastructure de base et les projets prioritaires tels que ceux relatifs à l'auto-suffisance alimentaire, le logement digne et à l'accès à l'énergie.
République centrafricaine	Soutien à la réforme des politiques et à la stabilité économique et financière	10,3	10,3	—	Soutenir les réformes financières en Afrique centrale afin d'assurer la stabilité économique et d'améliorer la discipline budgétaire, de créer un environnement des affaires attractif, de stimuler la croissance du secteur privé et de renforcer la gouvernance. Cela se fait par la mobilisation de ressources financières additionnelles permettant au gouvernement d'améliorer sa capacité à fournir les services publics de base, d'alléger les contraintes budgétaires et d'accroître l'efficacité des dépenses publiques, contribuant ainsi à réduire les risques de crises humanitaires et à établir des bases solides pour un développement durable profitant à toutes les catégories de la société.

b) Opérations du secteur privé

Pays/Région	Nom de l'opération	Prêt de la BADEA	Objectifs
Régional	Prêt de crédit en faveur d'une banque régionale	50 millions USD	Le financement accordé à la banque lui permettra de réaffecter ses ressources sous forme de prêts à ses clients dans les pays membres, contribuant ainsi à soutenir le secteur industriel de ces pays et à financer des projets d'infrastructure et d'énergie. Il contribue également au renforcement du secteur financier régional par le soutien aux petites et moyennes entreprises.
Nigeria	Prêt de crédit en faveur d'une banque à la République du Nigeria	50 millions EUR	Ce mécanisme permettra à la BADEA de réaliser de nombreux effets de développement, favorisant ainsi la croissance économique, l'inclusion financière et la durabilité environnementale. La banque emprunteuse est une institution financière de premier plan au Nigeria, dotée d'un cadre opérationnel solide et engagée en faveur d'une croissance inclusive; cela s'aligne pleinement sur les objectifs stratégiques de la BADEA visant à promouvoir le développement durable en Afrique. Le financement laissera une empreinte marquante grâce à l'expansion et à la diversification efficaces du portefeuille de la BADEA.
Régional	Prêt de crédit en faveur d'une institution financière	100 millions USD	Le prêt de crédit permettra à l'institution de poursuivre son soutien à ses clients issus des entreprises et institutions du secteur privé, en particulier les acteurs des secteurs des infrastructures et du développement des capacités, et d'accélérer l'impact du développement par l'investissement dans ces secteurs, contribuant ainsi à réduire le chômage, à atténuer la pauvreté et à limiter les inégalités. L'institution vise à promouvoir des opérations de haute qualité et à contribuer à la création d'une croissance sociale et économique inclusive et durable.
Mali	Prêt de crédit en faveur d'une banque à la République du Mali	50 millions EUR	L'octroi du financement à la banque constitue une étape d'une grande importance pour le développement global au Mali. Ce financement ne soutient pas seulement la banque, mais représente également un investissement dans l'ensemble de la société. À travers ses activités de prêt, la banque peut jouer un rôle clé dans l'amélioration de la structure sociale et du niveau de vie de la population, d'une part, et dans le renforcement de la capacité du gouvernement à réaliser un développement durable par l'augmentation des recettes fiscales et l'amélioration des ressources financières, d'autre part. Le financement contribuera également à renforcer le partenariat entre le secteur privé et le gouvernement, ce qui consolidera la confiance dans le système financier et la stabilité de l'économie nationale.
Cameroun	Prêt de crédit en faveur d'une banque à la République du Cameroun	5 millions EUR	Le financement commercial extérieur contribuera à soutenir et à renforcer les crédits documentaires, ce qui favorisera l'attraction de nouveaux investissements grâce à la transformation des matières premières en produits finis. La banque emprunteuse joue un rôle central dans le soutien au développement économique du Cameroun en fournissant une assistance financière essentielle aux petites et moyennes entreprises, qui contribuent à leur tour à la promotion de l'économie nationale.



Pays/Région	Nom de l'opération	Prêt de la BADEA	Objectifs
Régional	Prêt de crédit en faveur d'une banque régionale	100 millions USD	Contribuer à garantir la continuité de la banque dans la promotion du développement économique et social dans la région, à travers le financement des grands et petits projets. La banque participe à la création de nouveaux emplois et au soutien des infrastructures et des secteurs vitaux tels que l'énergie, l'agriculture, la santé et l'éducation, ce qui améliore la qualité de vie des communautés locales. Elle soutient également le commerce régional et international par la mise à disposition de facilités de crédit et de services bancaires innovants, renforçant ainsi la compétitivité de la région sur la scène mondiale.
Côte d'Ivoire	Prêt de crédit en faveur d'une banque à la République du Côte d'Ivoire	70 millions EUR	La banque emprunteuse joue un rôle central dans le soutien au développement économique en Côte d'Ivoire, à travers la fourniture d'un appui financier essentiel aux petites et moyennes entreprises qui contribuent, à leur tour, à l'économie nationale. Le mécanisme de crédit soutiendra les activités de prêt menées par la banque, en plus du financement de nouveaux projets. Il contribuera également à stimuler les secteurs productifs et de services, à créer des emplois et à offrir une gamme diversifiée de biens et de services, tout en soutenant le budget de l'État par l'augmentation des recettes fiscales.
Régional	Extension du partenariat stratégique avec un fonds régional pour le commerce	61,1 millions USD	Renouvellement d'un partenariat stratégique précédemment conclu par la Banque avec le Fonds pour une période supplémentaire de 3 ans, au cours de laquelle les actifs nets seront réinvestis. L'opération vise à renforcer et à étendre les réalisations du fonds, afin d'accroître sa résilience et son autonomie, en mettant particulièrement l'accent sur la mobilisation des ressources et l'augmentation de la valeur des actifs nets pour dépasser 350 millions de dollars, ainsi que sur l'expansion du volume des opérations commerciales financées pour atteindre un milliard de dollars sur une période de 3 ans.
Régional	Prêt de crédit en faveur d'un fonds africain	10 millions USD	Le Fonds dispose d'une vaste expertise dans le domaine des marchés, puisqu'il investit — dans le cadre de ses activités — dans l'ensemble des instruments de crédit disponibles sur le marché africain. Cela contribue à dynamiser les échanges commerciaux au sein du continent, en particulier dans le domaine des produits de base, ainsi qu'au développement de secteurs vitaux et essentiels tels que l'alimentation, la santé, l'éducation, le tourisme, la finance et les projets de développement vert.



c) Opérations de financement du commerce

Pays/Région	Nom de l'opération	Prêt de la BADEA	Objectifs
Angola	Ligne de financement en faveur du Gouvernement de la République d'Angola	50 millions USD	Soutenir le secteur du commerce extérieur dans le pays, ce qui contribue à la création de projets et d'emplois nouveaux, à l'amélioration de la situation sociale et économique de la société et à l'élévation du niveau de vie en général. Renforcer les efforts du gouvernement pour assurer la disponibilité des biens stratégiques et des différents services, et soutenir le budget de l'État à travers les recettes fiscales et la création d'opportunités de croissance économique.
Côte d'Ivoire	Ligne de financement en faveur du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire	100 millions EUR	Soutenir le secteur du commerce extérieur, créer des projets et des opportunités d'emploi, améliorer la situation socio-économique et le niveau de vie général, et renforcer les efforts gouvernementaux pour fournir des produits stratégiques et divers services tout en appuyant le budget de l'État via les recettes fiscales et créer des opportunités du développement économique.
Burundi	Ligne de financement renouvelable en faveur d'une Banque à la République du Burundi	50 millions USD	Soutenir les efforts du gouvernement pour renforcer la sécurité énergétique du pays, ce qui aura un impact positif sur les différents secteurs économiques tels que l'industrie et l'agriculture. Cela contribuera à son tour à la mise en place de projets et à la création de nouveaux emplois, notamment pour les jeunes, et stimulera le progrès économique du pays.
Côte d'Ivoire	Ligne de financement en faveur d'une Banque à la République du Côte d'Ivoire	80 millions EUR	Soutenir le secteur du commerce extérieur dans le pays, ce qui contribue à la création de projets et de nouveaux emplois, à l'amélioration de la situation sociale et économique et à l'élévation générale du niveau de vie. Renforcer les efforts du gouvernement pour assurer la disponibilité des biens stratégiques et des différents services, et soutenir le budget de l'État à travers les recettes fiscales et la création d'opportunités de croissance économique.
Éthiopie	Ligne de financement en faveur d'un groupe de banques dans le cadre du renouvellement du mécanisme de partage des risques	120 millions USD	Soutenir les efforts du gouvernement pour renforcer la sécurité énergétique et alimentaire du pays, ce qui aura un impact effectif sur les différents secteurs économiques tels que l'industrie et l'agriculture, à travers la mise en place de projets et la création de nouveaux emplois, notamment pour les jeunes. Par ailleurs, le financement stimulera la dynamique de la croissance économique du pays.
Régional	Ligne de financement en faveur d'une Banque Régionale	60 millions USD	Soutenir les efforts de la Banque dans l'accomplissement de son rôle de financement des opérations commerciales, par la mise à disposition des ressources financières nécessaires. Cela contribuera au développement de ses activités, entraînant à son tour une relance du commerce extérieur, le renforcement des opportunités de croissance économique et l'amélioration du niveau de vie dans les pays bénéficiaires.
Sao Tomé-et-Principe	Ligne de financement en faveur du Gouvernement de la République de Sao Tomé-et-Principe	25 millions EUR	Soutenir les efforts du gouvernement pour renforcer la sécurité énergétique et alimentaire du pays, ce qui aura un impact effectif sur les différents secteurs économiques tels que l'industrie et l'agriculture, à travers la mise en place de projets et la création de nouveaux emplois, notamment pour les jeunes. Par ailleurs, le financement stimulera la dynamique de la croissance économique du pays.



Pays/Région	Nom de l'opération	Prêt de la BADEA	Objectifs
Togo	Ligne de financement commercial renouvelable en faveur du Gouvernement de la République du Togo	100 millions EUR	Répondre aux besoins en assurant la disponibilité des biens et des produits stratégiques pour la République du Togo. Le financement permettra de fournir les intrants de production, ce qui stimulera le rythme des investissements locaux dans les secteurs de l'industrie et de l'agriculture, soutiendra la production agricole et la sécurité alimentaire grâce à la mise à disposition d'intrants agricoles et de produits énergétiques, et renforcera les capacités de production et d'exportation, réduisant ainsi la dépendance aux importations.
Côte d'Ivoire	Ligne de financement en faveur d'une Banque à la République du Côte d'Ivoire	70 millions EUR	Soutenir les efforts du gouvernement pour répondre aux besoins du marché local et régional en biens stratégiques et en divers services, ce qui aura un impact positif sur la stabilité économique et sociale du pays. Le financement vise également à accroître le niveau des échanges commerciaux entre les pays arabes et africains, contribuant ainsi au budget de l'État à travers les recettes fiscales et la création d'opportunités de croissance économique.
Angola	Ligne de financement en faveur du Gouvernement de la République d'Angola	50 millions USD	Soutenir les efforts du gouvernement visant à réaliser la sécurité alimentaire, à développer les secteurs de la santé et de l'éducation, à fournir divers services de base, à appuyer le budget de l'État à travers les recettes fiscales, à renforcer les opportunités de croissance économique et à améliorer les conditions de vie de la population.
Cameroun	Ligne de financement en faveur d'une Banque à la République du Cameroun	25 millions EUR	Soutenir le secteur du commerce extérieur dans le pays, contribuant ainsi à la création de projets et de nouveaux emplois, à l'amélioration de la situation sociale et économique et à l'élévation du niveau de vie. Renforcer les efforts du gouvernement pour assurer la disponibilité des biens stratégiques et des services, et soutenir le budget de l'État à travers les recettes fiscales et la création d'opportunités de croissance.
Sierra Leone	Ligne de financement commercial renouvelable en faveur du Gouvernement de la République de Sierra Leone	60 millions USD	Soutenir les efforts du gouvernement pour assurer la sécurité alimentaire et répondre aux besoins essentiels, appuyer le budget de l'État à travers les recettes fiscales, renforcer les opportunités de croissance économique et améliorer les conditions de vie de manière générale.
Malawi	Réaffectation d'une ligne de financement renouvelable en faveur d'une Compagnie nationale	50 millions USD	Soutenir les efforts du gouvernement pour renforcer la sécurité énergétique dans le pays ; cela stimulera les activités des différents secteurs économiques, dynamisera la croissance économique du pays, contribuera à la création de nouveaux emplois pour les jeunes et améliorera la qualité de vie.
Régional	Contribution aux accords de partage de risques	500 millions USD	Soutenir les activités de la Banque dans le financement du commerce, l'amélioration de l'efficacité opérationnelle et le renforcement de son rôle de premier plan à l'échelle mondiale, tout en maintenant les relations de coopération avec son réseau de correspondants. La Banque s'efforce de préserver une relation mutuellement profitable avec ces correspondants, sans laquelle ils pourraient ne pas percevoir d'intérêt économique à collaborer avec elle, et d'élargir les opportunités pour développer des opérations ne se limitant pas uniquement aux banques commerciales, mais englobant également les opérations souveraines et les grandes entreprises.



d) Opérations de développement des capacités (assistance technique)

Pays/ Région	Nom de l'opération	Subvention de la BADEA (en milliers USD)	Objectifs
Régional	Étude préliminaire pour la création d'une zone économique spéciale transfrontalière pour l'industrie des batteries	250	Élaborer une étude de faisabilité technique et économique pour la création et l'exploitation d'une zone économique spéciale transfrontalière entre les Républiques démocratique du Congo et de Zambie, destinée à la fabrication de batteries ainsi qu'aux industries et services connexes, dans le cadre de l'initiative de la chaîne de valeur des batteries entre les deux pays. Cela comprend l'élaboration d'un plan de mise en œuvre, d'un modèle opérationnel, ainsi qu'une stratégie de financement, de mobilisation des ressources et de promotion des investissements.
Rwanda	Contribution au Forum des PDG 2024	300	Renforcer le dialogue entre les institutions économiques africaines et les différentes parties prenantes du secteur privé, afin de proposer des solutions aux difficultés qui freinent le développement du secteur privé en Afrique, et de promouvoir les partenariats entre les institutions économiques africaines et leurs homologues à l'échelle mondiale, dans le but d'échanger des expériences et d'accéder à de nouveaux et prometteurs domaines économiques.
Niger	Expert pour soutenir le ministère de l'Économie et des Finances	330	Fournir les services d'un expert dans le domaine de la planification, du développement et de la gestion de projets pour une durée de deux ans. L'opération vise à appuyer l'État dans la mobilisation des ressources et à assurer un suivi rigoureux concernant la mise en œuvre des programmes et projets du Groupe de coordination arabe, afin d'améliorer le portefeuille et d'augmenter les taux d'exécution et de décaissement.
Sierra Leone	Contribution à l'organisation de la table ronde des bailleurs de fonds	350	Faire connaître aux bailleurs le Programme d'alimentation de la Sierra Leone et mobiliser les financements nécessaires à sa mise en œuvre et à la réalisation des projets qu'il englobe, approfondir le dialogue avec les bailleurs sur les politiques susceptibles d'accélérer le rythme du développement dans le pays et d'attirer la participation du secteur privé, et présenter les incitations fiscales et productives disponibles en Sierra Leone.
Régional	Contribution au financement du Forum mondial de l'investissement des entrepreneurs de la Fédération des chambres arabes	485	Promouvoir l'entrepreneuriat à travers le renforcement des partenariats, de la coopération et de l'échange de connaissances, ainsi que la proposition de solutions de financement pour l'investissement dans la recherche, tout en œuvrant à stimuler la dynamique de l'innovation et du progrès technologique. Le forum vise à partager les meilleures pratiques et expériences issues d'Afrique et du monde arabe sur les moyens de stimuler et de libérer l'entrepreneuriat, les investissements conjoints et le commerce.
Régional	Renforcement des capacités institutionnelles du Fonds africain de garantie et de coopération économique	500	Renforcer les capacités institutionnelles du Fonds africain de garantie et de coopération économique afin qu'il devienne une institution à dimension continentale, capable de contribuer à la réalisation du développement durable ainsi qu'à l'intégration économique et financière en Afrique, et d'assurer un financement renforcé pour soutenir les pays du continent.



Pays/ Région	Nom de l'opération	Subvention de la BADEA (en milliers USD)	Objectifs
Zambie	Financement d'un programme de formation pour certains ministères et organismes publics	500	Aider le gouvernement à renforcer l'efficacité des ressources humaines et à développer les capacités techniques et administratives des cadres techniques des entités bénéficiaires.
Régional	Soutien à l'élaboration de la stratégie de mobilisation des ressources de L'Organisation de mise en valeur du fleuve Sénégal	180	Élaborer une stratégie de mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre des projets de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal, à travers la prestation de services d'un cabinet de conseil.
Régional	Étude sur la compétitivité des exportations africaines	230	Présenter les mécanismes efficaces visant à accroître la compétitivité des produits africains afin d'augmenter la part du continent dans le commerce mondial. Fournir des informations de haute qualité sur la compétitivité à l'exportation de l'Afrique, servant de plateforme de dialogue entre les décideurs politiques, les chercheurs, les entreprises et les organisations de la société civile.
Régional	Forum africain des PME	390	Offrir l'opportunité de relier entre elles les petites et moyennes entreprises africaines afin de créer un réseau de communication, de favoriser leur croissance, de renforcer leurs capacités et de leur permettre d'accéder aux sources de financement.
Régional	Forum d'investissement de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)	230	Présenter les produits de financement de la Banque aux pays du groupe afin de renforcer la coopération avec eux, examiner les projets d'infrastructure prioritaires, mettre en valeur les réalisations dans le domaine de l'intégration régionale et contribuer à la création d'un climat d'investissement propice à la réalisation des objectifs de développement du capital humain. En marge des travaux du forum, la Banque a célébré son cinquantième anniversaire.
Cameroun	Soutien institutionnel pour la création d'une académie professionnelle de la microfinance	500	Appuyer le gouvernement du Cameroun dans l'accélération de la transformation économique et le renforcement de la résilience dans les interventions de la microfinance, l'augmentation des investissements et des entreprises dirigées par les jeunes, ainsi que l'amélioration de l'environnement de l'entrepreneuriat pour la création d'emplois.



Suite - Opérations de développement des capacités (assistance technique)

Pays/ Région	Nom de l'opération	Subvention de la BADEA (en milliers USD)	Objectifs
Régional	Soutien institutionnel à l'Organisation des Champions d'Afrique	500	Renforcer les capacités institutionnelles de l'organisation et fournir un environnement de travail adéquat, en dotant le nouveau siège de mobilier de bureau et d'équipements informatiques, ce qui lui permettra d'accomplir ses missions et d'assurer la durabilité de ses activités.
Rwanda	Soutien institutionnel à la société des eaux et de l'assainissement	500	Renforcer les capacités institutionnelles de l'Office de l'eau et de l'assainissement au Rwanda afin d'améliorer la coordination, le contrôle et la performance durable du secteur, ainsi que d'accroître l'efficacité et la capacité à fournir des services améliorés et flexibles.
Botswana	Étude sur la chaîne de valeur de la viande bovine	230	Évaluer la chaîne de valeur de la viande bovine afin de développer une industrie compétitive pour les exportations de viande bovine et de produits primaires aux niveaux régional et international. Cela se fera par l'élaboration d'une feuille de route avec un calendrier déterminé et la définition des principales mesures en coordination avec les parties prenantes concernées.
Régional	Deuxième édition du Salon et Forum arabo-africain des industries PME	300	Échanger les expériences arabes et africaines et examiner les principales questions relatives aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'à l'entrepreneuriat, en vue de proposer des stratégies, politiques et plans de croissance efficaces soutenant ces entreprises.
Tanzanie	Programme de formation en cybersécurité	700	Développer les capacités des jeunes Africains en s'appuyant sur certaines méthodologies de développement. 200 étudiants de la Faculté des technologies de l'information et de l'enseignement virtuel de l'Université de Dodoma seront formés dans le domaine de la cybersécurité, afin de renforcer leurs compétences en sciences, technologie et innovation, en particulier dans la cybersécurité, un domaine qui leur offre des emplois attractifs et réduit le taux de chômage.
Zambie	Célébration du 60 ^e anniversaire de l'indépendance	10	Contribuer à l'organisation des célébrations du jubilé de diamant de la fête de l'indépendance du pays.



Pays/ Région	Nom de l'opération	Subvention de la BADEA (en milliers USD)	Objectifs
Régional	Neuvième Conférence des constructeurs de routes d'Afrique	15	Mettre en lumière l'importance de la qualité des infrastructures routières dans la promotion du développement économique et social en Afrique, et échanger les connaissances et les expériences entre les pays du continent dans le domaine des routes et la promotion de l'investissement dans ce secteur, afin d'améliorer les infrastructures et de réaliser un développement global.
Régional	Cérémonie de reconnaissance des leaders du développement en Afrique	15	Faire connaître les questions du continent africain aux niveaux politique, économique et social, sur la base du principe de véracité et d'honnêteté dans la transmission des nouvelles et des informations, et sensibiliser à l'importance de la transparence et de la bonne gouvernance dans la réalisation du développement durable en Afrique.
Namibie	Forum de l'Union africaine des micros, petites et moyennes entreprises	22	Renforcer la coopération entre les entrepreneurs et les propriétaires de petites, moyennes et microentreprises afin de promouvoir une croissance durable et de contribuer à la réduction de la pauvreté.
Régional	Atelier sur l'initiative de développement de la zone du Sahel	25	Présenter et discuter les résultats et les conclusions de l'initiative avec les pays bénéficiaires de la région du Sahel, avec la participation de la BADEA, de la Banque islamique de développement, de l'UNISS et des partenaires de développement actifs dans la région, en tenant compte de leurs observations et de leurs propositions dans la version finale de l'initiative.
Régional	10 ^e édition du Forum africain de l'investissement et du commerce	25	Développer la capacité d'investissement et la coopération, et lancer des initiatives pour établir des partenariats économiques rentables, ainsi qu'une utilisation rationnelle des ressources afin de relever les défis du développement économique et de promouvoir le commerce.
Botswana	Championnat de débat des écoles primaires et secondaires	25	Développer les compétences des jeunes dans les domaines de la pensée critique et créative, de la négociation et du leadership, et les encourager à participer activement dans leurs communautés afin de renforcer leur confiance en eux.



Suite - Opérations de développement des capacités (assistance technique)

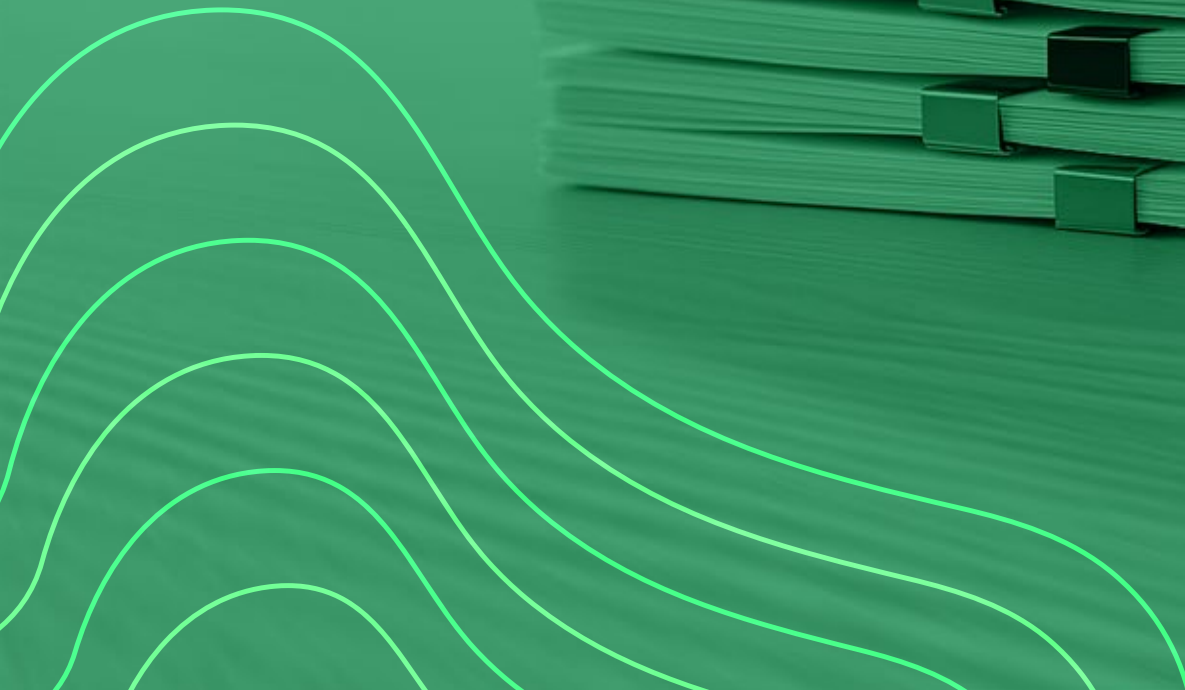
Pays/ Région	Nom de l'opération	Subvention de la BADEA (en milliers USD)	Objectifs
Régional	Sommet des leaders des médias africains 2024	25	Discuter de l'avenir des médias en Afrique et examiner les défis découlant de l'utilisation des technologies numériques, restructurer le secteur afin qu'il soit plus efficace dans le soutien au développement, et formuler une vision de la transformation et de l'intégration économique du continent.
Régional	Atelier sur l'amélioration de la gestion des projets et des procédures de retrait en coopération avec la Banque mondiale	70	Diffuser les meilleures pratiques en matière de gestion de portefeuille et d'accélération des opérations de décaissement dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, à travers un diagnostic de la performance du portefeuille de projets dans ces pays, l'identification des problèmes communs et la proposition de solutions, tout en garantissant l'échange des bonnes pratiques et des expériences disponibles dans le domaine de la gestion des portefeuilles.
Régional	Session sur le financement de l'initiative des Nations Unies lors de la COP16	30	Organiser une session de travail sur la mobilisation du financement et des partenariats stratégiques nécessaires à la mise en œuvre de l'initiative phare de la 16 ^e Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, afin de réaliser la sécurité alimentaire et le développement durable.
Régional	Sommet africain sur le changement climatique	60	Renforcer la position de l'Afrique sur la scène internationale en attirant les investissements du secteur privé pour la mise en place d'infrastructures vertes durables, susciter l'intérêt mondial concernant le développement industriel nécessaire pour rendre le continent plus résilient face aux chocs climatiques extrêmes, et promouvoir la coopération entre les pays ainsi qu'entre les secteurs public et privé.



Pays/ Région	Nom de l'opération	Subvention de la BADEA (en milliers USD)	Objectifs
Régional	Concours d'intelligence artificielle et de robotique pour la jeunesse africaine	50	Promouvoir l'innovation et l'industrie dans divers domaines grâce à l'utilisation des technologies de l'intelligence artificielle et de la robotique, en mettant l'accent sur la jeunesse, afin d'accélérer le progrès du continent.
Régional	Participation à la 16 ^e Conférence mondiale sur la lutte contre la désertification (COP16)	48	Fournir une plateforme de discussion réunissant tous les acteurs du domaine du financement afin d'examiner la durabilité des terres et de l'agriculture en Afrique, et ainsi réaliser la sécurité alimentaire, tout en cherchant à concevoir de nouvelles opérations finançables et à explorer des opportunités de partenariat.
Régional	Réunion de l'Association africaine pour la promotion de l'intégrité	50	Renforcer l'agenda de l'intégrité, de la transparence et de la lutte contre la corruption pour les gouvernements des pays africains, examiner la proposition de création d'un centre de formation d'excellence de niveau mondial sur le continent, et préparer l'organisation de la réunion du Dialogue africain sur la lutte contre la corruption.
Régional	6 ^e Conférence des Financial Afrik Awards	300	Renforcer les liens économiques et commerciaux entre le monde arabe et l'Afrique à travers l'établissement de partenariats solides, la création d'une plateforme de communication entre les dirigeants, les décideurs, les investisseurs et les entrepreneurs, la stimulation du débat autour des principales questions de développement et du soutien à l'innovation, ainsi que l'exploration des opportunités d'investissement et des moyens de développer la coopération.



Annexes



Annexe I | Capital de la BADFA

Le capital autorisé de la BADFA s'élevait, au 31 décembre 2024, à 20, 000 millions de dollars américains (2023: 20, 000 millions de dollars américains), le capital souscrit callable à 10, 000 millions de dollars américains (2023: 10, 000 millions de dollars américains), et le capital libéré, au 31 décembre 2024, à 5, 000 millions de dollars américains (2023: 5, 000 millions de dollars américains).

Contributions des États membres au 31 décembre 2024

État	2024	2023
Royaume hachémite de Jordanie	10,704	10,704
État des Émirats arabes unis	535,217	535,217
Royaume de Bahreïn	10,704	10,704
République tunisienne	44,601	44,601
République algérienne démocratique et populaire	214,087	214,087
Royaume d'Arabie saoudite	1,284,520	1,284,520
République du Soudan	10,704	10,704
République arabe syrienne	5,947	5,947
République d'Irak	749,304	749,304
Sultanat d'Oman	64,226	64,226
État de Palestine	10,704	10,704
État du Qatar	428,174	428,174
État du Koweït	784,985	784,985
République libanaise	35,681	35,681
État de Libye	713,622	713,622
République arabe d'Égypte	10,704	10,704
Royaume du Maroc	78,498	78,498
République islamique de Mauritanie	<u>7,618</u>	<u>7,618</u>
Total	<u>5,000,000</u>	<u>5,000,000</u>



Annexe II | Données de l'exercice financier au 31 décembre 2024

Données de l'exercice financier au 31 décembre 2024



Ce rapport est interactif : cliquez sur les titres ou les numéros de page pour accéder aux sections.

Le bouton « Retour au début » permet de revenir au sommaire à tout moment.

De plus, le QR code est cliquable ; vous n'avez pas besoin de le scanner.





Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA)

Tour Al-Amiriya – District d’Al-Olaya

+966-112881180

Route King Fahd – Numéro de bâtiment 7922

+966-112881181

(Sous-numéro 4091) – Code postal 12333

Riyad – Royaume d’Arabie Saoudite

badea@badea.org



www.badea.org